

23 AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

8. Jahrgang
5. Juni 2024

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
SENAT	3
VLAAMS PARLEMENT	4
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	5
ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE (ARCCC)	5
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	6
REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	6
FÖDERALREGIERUNG	27
BELGISCHE NATIONALBANK	29
VLAAMSE REGERING	29
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	30
EUROPA UND REGIONALE ZUSAMMENARBEIT	32
BELGISCHE EU RATSPRÄSIDENTSCHAFT	32
EUROPÄISCHE KOMMISSION	33
BELGISCHES STAATSBLETT	34
QUELLENVERZEICHNIS	39

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Tagung

Partizipative Demokratie - Erfahrungen sammeln, Lehren ziehen und über den weiteren Weg nachdenken



31. Mai 2024 - Vertreter der Staaten der Europäischen Union tauschen im Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft über Bürgerbeteiligung aus ... [weiter lesen](#)

Dokument Nr. 366 (2023-2024) Nr. 1 11.04.2024

Austausch der Schülerratsvertreter der Sekundarschulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft mit Vertretern des Ausschusses III für Unterricht, Ausbildung, Kinderbetreuung und Erwachsenenbildung - Bericht

Dokument Nr. 346 (2023-2024) Nr. 1 05.04.2024

Tätigkeitsbericht des Beirats für Familien- und Generationenfragen 2023



Senat

La déclaration de révision de la Constitution

La procédure

L'[article 195 de la Constitution](#) règle la procédure de révision de la Constitution. La procédure comprend trois phases.

Dans la première phase, les trois branches du pouvoir législatif fédéral - la Chambre des représentants, le Sénat et le Roi (le gouvernement) - rédi- gent en tant que préconstituant, chacun de manière autonome, une déclaration de révision de la Constitution. Celle-ci contient une liste d'articles ou

de parties d'articles de la Constitution ouverts à révision. La Chambre et le Sénat votent à la majorité simple: la majorité des membres doivent être présents et la majorité des suffrages exprimés doivent être des votes positifs. Seules les dispositions se retrouvant dans chacune des trois déclarations, constituant donc "l'intersection", sont ouvertes à révision.

Dans la deuxième phase, les déclarations de révision sont publiées au Moniteur belge. Cette publication entraîne de plein droit la dissolution des chambres législatives. Des élections doivent avoir lieu dans les quarante jours et les nouvelles chambres doivent être convoquées dans les trois mois.

Dans la troisième et dernière phase, les nouvelles chambres et le Roi peuvent, en tant que pouvoir constituant, réviser les dispositions constitutionnelles ouvertes à révision. Ils ne sont cependant pas obligés de le faire. La révision d'une disposition constitutionnelle nécessite une double majorité des deux tiers: au moins deux tiers des membres doivent être présents et deux tiers des suffrages exprimés doivent être des votes positifs.

Les déclarations de révision de 2024

Le 3 mai 2024, le gouvernement fédéral a déposé un projet de déclaration de révision de la Constitution à la Chambre des représentants.

Le 8 mai 2024, la plénière de la Chambre des représentants a adopté une déclaration de révision de la Constitution.

Le Sénat a adopté une déclaration révisant la Constitution le 17 mai 2024.

Les déclarations des Chambres, d'une part, et du Roi, d'autre part, ont été publiées au Moniteur belge le 27 mai 2024.

Les dispositions figurant dans les deux déclarations sont les suivantes :

- l'article 7bis de la Constitution;
- le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau qui élargit l'accès et la garantie des droits prévus par la Constitution à l'ensemble des personnes se trouvant sous la juridiction de l'Etat belge;
- le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer des articles nouveaux contenant les droits déjà reconnus dans les conventions européennes et internationales ayant force obligatoire en Belgique;
- le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif à l'interprétation qui doit être donnée aux droits reconnus dans le titre II en conformité avec les traités internationaux et européens de protection des droits fondamentaux, ratifiés par la Belgique;
- le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau visant à consacrer que

l'interprétation de la Constitution ne peut viser la destruction des droits et libertés;

- le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif à la garantie des droits reconnus par le titre II;
- le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif aux conditions que doivent remplir les restrictions apportées aux droits reconnus par le titre II, pour autant que les dispositions de ce titre n'en disposent pas autrement;
- le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant le droit à la sécurité;
- le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant le droit à la vie et l'interdiction de la torture et de l'esclavage;
- le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant de façon complète le droit à un procès équitable;
- le titre II de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau garantissant la liberté de circuler;
- l'article 10, alinéa 2, deuxième membre de phrase, de la Constitution;
- l'article 11bis, alinéa 2, de la Constitution, en vue de garantir une représentation plus équilibrée des genres dans les gouvernements;
- l'article 12, alinéa 3, de la Constitution, afin de respecter la jurisprudence européenne en ce qui concerne l'assistance d'un avocat dès la première audition;
- l'article 21 de la Constitution, en vue d'y ajouter, après l'alinéa 1er, un alinéa afin d'étendre la protection accordée aux ministres des cultes aux délégués des organisations reconnues par la loi qui offrent une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle, visés à l'article 181, § 2;
- l'article 22 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa afin de conférer un effet direct horizontal aux règles relatives à la protection des données à caractère personnel; actuellement, en vertu de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, les règles relatives à la protection des données à caractère personnel ne produisent dans l'ordre juridique interne qu'un effet vertical, ces règles ne s'appliquent donc que dans les rapports entre les particuliers et l'Etat. Or, il s'indique de prévoir qu'elles s'appliquent également dans les rapports entre particuliers (effet horizontal);
- l'article 23 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa concernant le droit du citoyen à un service universel en matière de poste, de communication et de mobilité;
- l'article 25 de la Constitution, en vue d'élargir les garanties de la presse aux autres moyens d'information;
- l'article 28 de la Constitution;
- l'article 29 de la Constitution;
- le titre III de la Constitution, en vue d'y insérer un article nouveau relatif à la décentralisation par service;
- l'article 43, § 2, de la Constitution;

- l'article 44 de la Constitution;
- l'article 46 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa pour offrir une solution lorsque les formations de gouvernement s'éternisent;
- l'article 48 de la Constitution;
- l'article 49 de la Constitution;
- l'article 56, alinéa 2, de la Constitution;
- les dispositions du titre III, chapitre 1er, section II, de la Constitution;
- l'article 75 de la Constitution;
- l'article 77 de la Constitution;
- l'article 78 de la Constitution;
- l'article 82 de la Constitution;
- l'article 83 de la Constitution;
- l'article 96 de la Constitution, en vue d'y ajouter un alinéa sur l'octroi de la confiance, en vue d'offrir une solution lorsque les formations de gouvernement s'éternisent;
- l'article 100, alinéa 2, deuxième phrase, de la Constitution;
- l'article 111 de la Constitution;
- l'article 119, deuxième phrase, de la Constitution;
- l'article 142, alinéa 5, de la Constitution;
- l'article 150 de la Constitution;
- l'article 151, § 2, alinéa 2, deuxième phrase, de la Constitution;
- l'article 151, § 6, de la Constitution, afin de permettre également l'évaluation des chefs de corps du siège;
- l'article 174 de la Constitution;
- l'article 195 de la Constitution.

Convocation de la nouvelle Chambre des représentants et du nouveau Sénat

Suite à la publication au Moniteur belge des déclarations révisant la Constitution, la Chambre des représentants et le Sénat ont été dissous. Suite aux élections du 9 juin 2024, la nouvelle Chambre des représentants est convoquée le jeudi 4 juillet 2024 ; le nouveau Sénat est convoqué le jeudi 18 juillet 2024.



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [2193](#) (2023-2024) nr.1 28.05.2024

Handleiding decretale regeling kiescampagnes Lokale verkiezingen 2024

Dokument Nr. [2191](#) (2023-2024) nr.1 28.05.2024

Verslag van de gedachtewisseling over het traject voor de versterking van de gemeenteraad



Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)

Dokument Nr. Fiche [A-853/1-23/24](#)

15.03.2024

Proposition de modification du règlement relative à la transparence des décisions du Bureau et du Bureau élargi.

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

Dokument Nr. Fiche [B-191/1-23/24](#)

15.03.2024

Proposition de modification du règlement relative à la transparence des décisions du Bureau et du Bureau élargi.

Neues aus den Regierungen



Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

225. Sitzung vom 23. Mai 2024

TOP 3: Stellungnahme der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu den Empfehlungen des Interregionalen Parlamentarierrats der Großregion vom 8. Dezember 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft verabschiedet die Stellungnahmen zu den Empfehlungen des Interregionalen Parlamentarierrats der Großregion vom 8. Dezember 2023.

Der Ministerpräsident wird mit der Weiterleitung der Stellungnahmen an den Gipfelvorsitz und an den Präsidenten des Parlaments der Deutschsprachigen Gemeinschaft beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Interregionale Parlamentarierrat (IPR) wurde am 16. Februar 1986 von den Präsidenten der Parlamente der Großregion gegründet. Vertreten sind Lothringen, Luxemburg, Rheinland-Pfalz, das Saarland, die Wallonische Region, die Deutschsprachige Gemeinschaft und die Gemeinschaft Wallonie-Brüssel.

Die Mitglieder des IPR kommen in der Regel zweimal jährlich zu einer Plenarsitzung zusammen, um über Themen der grenzüberschreitenden Zusammenarbeit zu beraten und Empfehlungen anzunehmen, die von den Arbeitsausschüssen vorgelegt und anschließend an die Exekutiven weitergeleitet werden.

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat beschlossen, systematisch Stellung zu den Empfehlungen des IPR zu beziehen.

In der Plenarsitzung vom 8. Dezember 2023 hat der IPR u.a. eine Empfehlung zu nachstehendem Thema abgegeben, das in den Zuständigkeitsbereich der Deutschsprachigen Gemeinschaft fällt:

Empfehlung betreffend die Trockenmauern in der Großregion

Gemäß dem in der Erklärung zum 7. Gipfel entschiedenen Verfahren wird die Stellungnahme an den Gipfelvorsitzenden weitergeleitet, der die Stellungnahmen aller Partner sammelt, gegebenenfalls für die Übersetzung sorgt und die Informationen an den IPR-Präsidenten weiterleitet.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine

TOP 7: Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags in Form von je einer Rahmenvereinbarung über Werbe- und Mediaschaltung mit Mediaconcept PGmbH, dem Exklusivvermarkter des Belgischen Rundfunks (BRF), und der Mediengruppe GE-Media

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt die Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags in Form von je einer Rahmenvereinbarung über Werbe- und Mediaschaltung mit Mediaconcept PGmbH, dem Exklusivvermarkter des Belgischen Rundfunks (BRF), und der Mediengruppe GE-Media.

Der Ministerpräsident und Minister für lokale Behörden und Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Da die bisherigen Vereinbarungen mit dem Belgischen Rundfunk und der Mediengruppe GE-Media ausgelaufen sind, müssen neue Rahmenvereinbarungen getroffen werden.

Die Ziele der Ausschreibungen sind:

- eine verlässliche Finanzplanung für den Haushalt des Ministeriums
- auf Basis einer Einschätzung des Auftragsvolumens ein besseres Preis-Leistungsverhältnis, d. h. einen Mengenrabatt zu erzielen
- Vereinfachung und somit Effizienzsteigerung der Arbeitsabläufe bei Schaltung von Werbeformaten durch festgelegte Standardformate und Preise, sodass
 - die Fachbereiche des Ministeriums je eine übersichtliche Rahmenvereinbarung mit einigen wenigen, in den vergangenen Jahren am meisten genutzten Standardformaten nutzen können, die keine weitere Beratung durch externe Anbieter erfordert
 - nicht bei jeder Werbeschaltung ein Angebot angefragt werden muss
- Flexibilität hinsichtlich der Schaltung anderer Formate als den in der Ausschreibung definierten Standardformaten, falls erforderlich, z. B. um eine stärkere Werbewirkung zu erzielen. Die Ziele 1-3 sollen erreicht werden und es soll gleichzeitig die Möglichkeit beibehalten werden, ausnahmsweise andere Werbeformate zu schalten. Daher wurde bei der Preisabgabe vorgesehen, dass für alle nicht standardmäßigen Formate ein Mengenrabatt in Prozent angegeben wird.

Zu diesem Zweck hat das Referat Onlinekommunikation zwei verschiedene Ausschreibungen durchgeführt:

- Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags in Form einer Rahmenvereinbarung über Werbe- und Mediaschaltung mit dem Belgischen Rundfunk
- Vergabe eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags in Form einer Rahmenvereinbarung über Werbe- und Mediaschaltung mit GE-Media

Die Rahmenvereinbarungen mit der Mediengruppe GE-Media und Mediaconcept PGmbH, dem Exklusivvermarkter des Belgischen Rundfunks (BRF), wurden aus den folgenden Gründen in Form eines Verhandlungsverfahrens ohne Bekanntmachung ausgeschrieben:

- Belgischer Rundfunk: Die Kombination aus Radio/TV-Marktführerschaft im deutsch-

sprachigen Belgien mit einer hohen Reichweite und Vertrauenswürdigkeit der Webseite erreicht kein anderer Anbieter in der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Daher erfolgte die Ausschreibung im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung mit nur diesem einen Anbieter.

- GE-Media: Die enorme Reichweite auf nahezu allen Kanälen ist mit keinem anderen Anbieter zu erreichen. Deshalb erfolgte die Ausschreibung im Verhandlungsverfahren ohne Bekanntmachung mit nur diesem einen Anbieter.

Die Details finden Sie in den angehängten Lastenheften.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Werbe- und Mediaschaltung beim Belgischen Rundfunk

Präzise und alle Kosten und Gebühren umfassende Preiskalkulation:	
Die Schaltung und Produktion einer Standard-Radiokampagne:	
1) Produktion eines Radiospots mit einer Stimme	405,00 €
2) Maximallänge von 30 Sekunden	
3) maximal 25 Ausstrahlungen auf BRF1 und BRF2	
Eine Zweitverwertung durch einen anderen Sender	50,00 €
Ausstrahlung einer fertig angelieferten Fernsehtafel (1920 x 1080 Pixel, jpeg) für die Dauer einer Woche:	
1) einzeln	150,00 €
2) in Kombination mit einer oben beschriebenen Radiokampagne	455,00 €
Schaltung eines Onlinebanners auf BRF.be im Format 728 x 90 Pixel, jpeg	
1) einzeln	95,00 €
2) in Kombination mit einer oben beschriebenen Radiokampagne	455,00 €
Ausnahmsweise können auch andere Formate sowohl Audio/Radio/TV als auch online gebucht werden. Für diese oben nicht aufgeführten Formate, die ausnahmsweise auch gebucht werden können, ist im Angebot ein Rabattsatz in Prozent anzugeben.	50 % (Sonderrabatt) auf den zum gegebenen Zeitpunkt gültigen Werbetarifen
Sonderfälle:	
- Informationskampagnen zu Katastrophenschutz im Krisenfall, Ozon- und Hitzewelle sowie Feinstaub. Für diese Kampagnen gelten ermäßigte Tarife nach Absprache.	Diese liegen zurzeit bei 210 Euro. Wenn der Spot älter als ein Jahr ist und wiederverwendet werden soll, stellt Mediaconcept eine Kostenpauschale in Höhe von 100 Euro in Rechnung.
- Werbeaktivitäten rund um den Festtag zum Tag der Deutschsprachigen Gemeinschaft. Da diesen Aktivitäten eine Partnerschaft mit dem BRF zugrunde liegt, bleibt hier die BRF-Unternehmenskommunikation Ansprechpartnerin für Vereinbarungen im Einzelfall.	

Werbe- und Mediaschaltung bei GE-Media

Präzise und alle Kosten und Gebühren umfassende Preiskalkulation:					
Folgende Anzeigenformate in Druckprodukten werden standardmäßig geschaltet: Vierfarbdruck, Platzierung: Innenteil der Zeitung Veröffentlicht werden sie entweder in den Wochenzeitungen KurierJournal und Wochenspiegel und/oder der Tageszeitung GrenzEcho.	Wochenspiegel oder KurierJournal	GrenzEcho (Redaktionsseite)	GrenzEcho (Anzeigenseite)	Kombi WS+KJ	Kombi WS+KJ+GE
1) 210 mm x 94 mm	487,20 €	541,80 €	487,20 €	877,80 €	1.167,60 €
2) 240 mm x 94 mm	556,80 €	619,20 €	556,80 €	1.003,20 €	1.334,40 €
3) 250 mm x 94 mm	580,00 €	645,00 €	580,00 €	1.045,00 €	1.390,00 €
4) 260 mm x 94 mm	603,20 €	670,80 €	603,20 €	1.086,80 €	1.445,60 €
Folgende Online-Banner werden standardmäßig gebucht:	GrenzEcho.net				
1) Halfpage Desktop (300x600pxl) Mobile (600x500pxl)	350 €				
2) Leaderboard Desktop (700x135pxl) Mobile (640x200pxl)	400 €				
Folgender Radiospot wird standardmäßig bei Radio Contact Now geschaltet. Die Spots sind eine Zweitverwertung beim BRF produzierter Spots, entsprechend ist die reine Sendezeit/Schaltungsgebühr anzubieten.	Radio Contact				
1) max. 30 sec. Länge	750 €				
2) 25 Ausstrahlungen					
Ausnahmsweise können auch andere Formate sowohl Print als auch Audio/Radio sowie online/in den Sozialen Medien der Mediengruppe GE-Media gebucht werden. Für diese oben nicht aufgeführten Formate, die ausnahmsweise auch gebucht werden können, ist im Angebot ein Rabattsatz in Prozent anzugeben.	Mengenrabatt Printanzeigen -20% auf alle Formate, auch auf die Kombi-Preise Online-Werbung -20% Radio-Werbung -30% Soziale Medien 80 €/Post				

TOP 8: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 10. September 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Wohnungswesen und Energie

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 10. September 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Wohnungswesen und Energie.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Gesetzbuch über nachhaltiges Wohnen sieht in Titel III, Kapitel VII, ua. in Artikel 200 §3 des Gesetzbuches, die Einberufung eines Beirates für Wohnungswesen und Energie vor.

Folgende Änderungen in Bezug auf die Zusammensetzung des Beirates für Wohnungswesen und Energie sind zu vermerken:

Für die Vertretung des Wirtschafts- und Sozialrates der Deutschsprachigen Gemeinschaft: Herr Mike Mettlen als Ersatzmitglied.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Mitglieder des Rates erhalten eine Fahrtentschädigung und Anwesenheitsgelder, gemäß dem Regierungserlass vom 12. Juli 2001 zur Harmonisierung der Anwesenheitsgelder und Fahrtentschädigungen in Gremien und Verwaltungsräten der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die damit einhergehenden Kosten sind im OB 50, Programm 21, Zuweisung 12.11. vorgesehen.

TOP 9: Beschluss zur Genehmigung eines Lastenhefts zur Ausschreibung eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags einer Rahmenvereinbarung über juristische Beratungen im Bereich Wohnungswesen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt ein Lastenheft zur Ausschreibung eines öffentlichen Dienstleistungsauftrags einer Rahmenvereinbarung über juristische Beratungen im Bereich Wohnungswesen zu genehmigen.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Ausführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Nachdem die Deutschsprachige Gemeinschaft die Zuständigkeit des Wohnungswesens zum 1. Januar 2020 übernommen hat, initiierte der Minister zahlreiche (öffentliche) Konzertierungen und setzte eine Arbeitsgruppe ein, die sich mit der Gestaltung des Wohnungswesens in der Deutschsprachigen Gemeinschaft beschäftigte. Dieser intensive und über mehrere Jahre anhaltende Prozess mündete, in dem, am 6. Mai 2024, durch das Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft verabschiedete Dekret zur Abänderung des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen.

Nunmehr gilt es das Dekret, anhand der damit verbundenen Ausführungserlasse umzusetzen. Durch die Tatsache, dass die Thematik des Wohnungswesens sehr stark mit persönlichen Rechten der Bürger (Eigentümer und Mieter) verbunden ist und mit einer Vielzahl von Stand-Still-Regeln verknüpft ist, ist bei der legislativen Ausarbeitung besondere Vorsicht geboten.

Da der Fachbereich Raumordnung, Wohnen und Energie, versus das Referat Wohnungswesen und Energie nicht über einen Juristen verfügt, müssen wir diese Dienstleistung über eine externe Organisation gewährleisten.

Im beigefügten administrativen und technischen Lastenheft beschreiben wir die Ansprüche, die wir an den Dienstleister stellen. Die Auftragsdauer streckt sich über 3 Jahre (nach Zuschlag) und kann um ein weiteres Jahr verlängert werden. Somit wird sichergestellt, dass wir kontinuierlich auf einen Dienstleister zurückgreifen können, der den langfristigen Prozess begleitet als auch auf punktuelle Fragen eingehen kann.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine finanziellen Auswirkungen.

Die Mittel für den Zuschlag dieser Ausschreibung, dessen Genehmigung der Regierung zu einem späteren Zeitpunkt vorgelegt wird, ist im Haushalt unter OB 50.21.12.11, mit 190.000 EURO verankert.

TOP 10: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Familienleistungen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 14. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Familienleistungen.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 27. März 2024 schlug der Wirtschafts- und Sozialrat vor, das vakante effektive Mandat auf Seiten der Arbeitnehmer durch Frau Claudine Legros zu besetzen und Frau Viviane Leffin durch Herrn Mike Mettlen zu ersetzen.

Der vorliegende Erlass trägt diesem Vorschlag Rechnung.

Aufgrund einer Neuverteilung der Aufgaben innerhalb des Fachbereichs Familie und Soziales soll Frau Tanja Knauf Herrn Andreas Heck als Ersatzvertreter des Ministeriums ersetzen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 11: Beschluss der Regierung zur Genehmigung der am 22. Februar 2024 verabschiedeten Geschäftsordnung des Begleitausschusses zur Investitionsvereinbarung mit dem ÖWOB

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt die Geschäftsordnung des Begleitausschusses zur Investitionsvereinbarung mit dem ÖWOB.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Gemäß Artikel 9 der Vereinbarung zur energetischen Sanierung und Neubau von öffentlich geförderten Wohnungen vom 28. April 2022 zur Schaffung eines Begleitausschusses gibt sich dieser eine von der Regierung zu genehmigende Geschäftsordnung, die die folgenden Einzelheiten der Arbeitsweise des Beirates regelt:

- Art. 1: der Sitz;
- Art. 2: die Aufgaben;
- Art. 3: die Einberufung;
- Art. 4: die Einladung;
- Art. 5: die Vertraulichkeit der Beratungen, die Vorgaben zur Beschlussfähigkeit und zur Abstimmung und das Verfassen von Gutachten;
- Art. 6: die Anwesenheit der Mitglieder;
- Art. 7: der Vorsitz;
- Art. 8: die Erstellung der Tagesordnung und der Ergebnisberichte der Sitzungen;
- Art. 9: Die Abänderung der Geschäftsordnung;
- Art. 10: die Genehmigung der Geschäftsordnung.

In seiner Sitzung vom 22. Februar 2024 hat der Begleitausschuss den Vorschlag einer Geschäftsordnung angenommen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Durch die Genehmigung der Geschäftsordnung entstehen keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 12: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 26. November 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsausschusses für den Bereich Beschäftigungsförderung und Arbeitsvermittlung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 26. November 2020 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsausschusses für den Bereich Beschäftigungsförderung und Arbeitsvermittlung.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Arbeitnehmervertretung CSC hat am 25. April 2024 mitgeteilt, dass die Vertreterin im Verwaltungsausschuss, Frau Andrea Gerretz, ihr Mandat niederlegen möchten. Mit demselben Schreiben schlägt die CSC Herrn Thomas Tychon und Frau Viviane Leffin als Ersatzkandidaten vor.

Seit der Einsetzung des ehemaligen Verwaltungsrates am 26. November 2020 war das Mandat der CGSLB vakant. Mit dem Schreiben vom 18. April 2024 schlägt die CGSLB Frau Monique Creutz und Herrn Laurent Nix vor.

Die Beschäftigungsministerin schlägt der Regierung vor, Herrn Thomas Tychon und Frau Monique Creutz zum 23. Mai 2024 als neue Vertreter der überberuflichen Arbeitnehmerorganisationen mit Sitz in der Deutschsprachigen Gemeinschaft in den Verwaltungsausschuss zu bestellen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 13: Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder der Jugendkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Bestellung der Mitglieder der Jugendkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Entsprechend Artikel 50 ff. des Dekrets zur Förderung der Jugendarbeit vom 6. Dezember 2011, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Februar 2016 und 10. Dezember 2020, wurde die Jugendkommission durch den Erlass v. 28. Oktober 2021 zur Bestellung der Mitglieder der Jugendkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft geschaffen, der am 1. Juli 2021 in Kraft getreten ist. Da die Amtszeit von 3 Jahren zum 30. Juni 2024 endet, gilt es nun eine neue Jugendkommission zu schaffen.

Der vorliegende Erlass führt die Vorschrift des Artikels 52 §1 des Dekretes zur Förderung der Jugendarbeit vom 6. Dezember 2011, abgeändert durch das Dekret vom 22. Februar 2016, aus.

Die Kriterien zur Zusammensetzung der Jugendkommission sind erfüllt. Für diese Bestellung konnten 6 Personen für eine Mitgliedschaft in der Jugendkommission berücksichtigt werden.

Mehr als die Hälfte der Mitglieder müssen Vertreter von geförderten Jugendeinrichtungen sein. Bei diesen Vertretern handelt es sich um:

1. Herr Calvin Keutgen, Ocarina Ostbelgien VoG;
2. Frau Nicole Keutgen, Jugendinformation Ostbelgien VoG;
3. Frau Marie-Claire Hellmann, Offene Jugendarbeit Eupen VoG;
4. Frau Celia Marx, Katholische Landjugend und Grüner Kreis Ostbelgien VoG;

Der Jugendrat der Deutschsprachigen Gemeinschaft schlägt die Koordinatorin Frau Dana Mattar als ihre Vertreterin in der Jugendkommission vor. Die Dienststelle der Regierung wird durch Herrn André Schmatz vertreten.

Ausgenommen die Vertreter der Dienststelle der Regierung und des Jugendrates, müssen alle Mitglieder sozialpädagogische Qualifikationen aufweisen. Alle Vertreter von Jugendeinrichtungen sind im Besitz eines sozialpädagogischen Diploms (Sozialassistent, spezialisierter Erzieher, Anerkennungsnachweis zum/zur ehrenamtlichen Jugendleiter/in, langjährige Berufserfahrung, ...).

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 14: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 zur Ausführung des Dekretes vom 18. November 2013 zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 zur Ausführung des Dekretes vom 18. November 2013 zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in 30-Tage-Frist zu beantragen.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird mit der Durchführung dieses Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der vorliegende Vorentwurf zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 zur Ausführung des Dekretes vom 18. November 2013 zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft betrifft:

- die einzureichenden Belege nach Abschluss eines Stipendienprojekts
- Anpassungen im Bereich der Amateurkunst
- Terminologische Anpassungen
- die Antragstellung für den Dachverband für Musik
- das Prüfverfahren nach Antragstellung des Dachverbands für Musik
- den Geschäftsführungsvertrag des Dachverbands für Musik
- das Verwaltungsverfahren für den Dachverband für Musik
- die Anzahl Tagungen der Kunstkommission pro Kalenderjahr

Die einzureichenden Belege nach Abschluss eines Stipendienprojekts

Gemäß Abschnitt 6 Artikel 36 des Dekrets vom 18. November 2013 kann die Regierung Künstlern ein Stipendium für Kunstprojekte gewähren. Gemäß Artikel 10, Nummer 2 des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 zur Ausführung desselben Dekrets muss „bis zum 30. Juni des darauffolgenden Kalenderjahrs eine Kopie der Mitteilung der entsprechenden Honorare bei dem Föderalen Öffentlichen Dienst Finanzen.“ eingereicht werden. Dieser Absatz soll gestrichen werden, da es aus verwaltungstechnischen und datenschutzrechtlichen Gründen nicht möglich ist, diese Vorgabe zu kontrollieren.

Terminologische Anpassungen

Im Titel von Abschnitt 3 des Erlasses zur Ausführung des 22. Mai 2014 zur Ausführung des Dekretes vom 18. November 2013 zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft wird „Amateurkunstverband“ durch die Wortfolge „Dachverband für Musik“ ersetzt. Im Titel von Artikel 26 desselben Erlasses wird „Amateurkunstverband“ durch die Wortfolge „Dachverband für Musik“ ersetzt.

Die Anpassung der Anzahl Auftritte im Auftrag bei der eingestufte Amateurkunstvereine selbst Veranstalter sein dürfen

Gemäß Artikel 52 des Dekretes vom 18. November 2013 zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft können eingestufte Musikvereine Zuschüsse für Auftritte erhalten. Die Höhe der Zuschüsse hängt von der Einstufungskategorie ab. Je höher ein Musikverein eingestuft ist, desto höher ist die Zuschusssumme. Darüber hinaus erhält ein Verein je nach Einstufungskategorie für eine bestimmte Anzahl Auftritte einen Zuschuss. Je höher die Kategorie, desto mehr bezuschusste Auftritte kann ein Verein geltend machen. Gemäß Artikel 17 §3 des Erlasses vom 22. Mai 2014 zur Ausführung des Dekretes vom 18. November 2013 zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft dürfen Vereine maximal einmal selbst Veranstalter ihrer Auftritte sein. Dies wird auf zweimal erhöht, da die Vereine es zunehmend schwerer haben externe Veranstalter für alle Auftritte, zu finden. Damit Vereine, die nur für zwei Auftritte Zuschüsse erhalten können, mindestens einmal bei anderen Vereinen auftreten, wird des Zusatz hinzugefügt, dass ein Verein bei maximal der Hälfte der Auftritte selbst Veranstalter sein darf. Ergänzt wird, dass Veranstalter, die Zuschüsse für drei Auftritte erhalten können, zweimal selbst veranstalten dürfen.

In Artikel 24 §3 desselben Erlasses wird gestrichen, dass die Theatervereine höchstens einmal selbst Veranstalter sein dürfen, da Theateraufführungen meistens durch den Verein veranstaltet werden und es nur schwer umsetzbar ist für die Vereine, alle bezuschussten Auftritte zu absolvieren, wenn sie nur einmal selbst veranstalten dürfen.

Die Anpassung der Annehmbarkeit von Messfeiern als Auftritte im Auftrag für Chöre, Vokalensembles und Kinder- und Jugendchöre

Die Gestaltung von Messfeiern ist für Chöre, Vokalensembles sowie Kinder- und Jugendchöre eine annehmbare kulturelle Aktivität. Allerdings sind die genannten Amateurkunstvereine bisher verpflichtet gewesen vor oder nach der Messfeier ein Konzert zu geben. Da der Aufwand eine Messfeier musikalisch zu gestalten und gesanglich zu begleiten, bereits hoch genug ist, soll diese Bedingung zusätzlich ein Konzert geben zu müssen, gestrichen werden.

Die Antragstellung für den Dachverband für Musik

Mit dem Abänderungsdekret vom 16. Oktober 2023 wird aus dem Amateurkunstverband Föderkam der Dachverband für Musik. In Zuge dessen wird das Antragsverfahren für den Dachverband für Musik angepasst. In Artikel 26 Absatz 2 wird Nummer 4 und Nummer 8 gestrichen.

Das Prüfverfahren nach Antragstellung des Dachverbands für Musik

Der Artikel 26.1 „Prüfverfahren“ wird in denselben Erlass eingefügt. In diesem Artikel wird der weitere

Ablauf nach Antragstellung des Dachverbands für Musik beschrieben. Der Fachbereich prüft den Antrag bis zum 31. August auf Vollständigkeit und der Dachverband für Musik kann gegebenenfalls noch Unterlagen zur Vervollständigung nachreichen. Die Regierung hat die Möglichkeit, die Anerkennung mit Auflagen zu versehen. Bei einer Anerkennung beginnt der Förderzeitraum zum 1. Januar des folgenden Kalenderjahres.

Geschäftsführungsvertrag des Dachverbands für Musik

In denselben Erlass wird der Artikel 26.2 „Geschäftsführungsvertrag“ eingefügt. In diesem Artikel wird festgehalten, dass im Geschäftsführungsvertrag die Höhe des jährlichen pauschalen Zuschusses und die Zielvereinbarung des Dachverbands für Musik für den Förderzeitraum festgelegt werden.

Verwaltungsverfahren für den Dachverband für Musik in der Deutschsprachigen Gemeinschaft

In denselben Erlass wird der Artikel 26.3 „Verwaltungsverfahren für den Dachverband für Musik in der Deutschsprachigen Gemeinschaft“ eingefügt. In diesem Artikel wird festgehalten, welche Unterlagen der Dachverband jährlich beim Fachbereich einreichen muss. Zudem wird festgehalten, dass der Fachbereich das Recht hat während fünf Jahren die Buchhaltungsunterlagen des Dachverbands mit allen Ausgabenbelegen sowie die Belege zur Erfüllung der Aufgaben einzusehen.

Anzahl Tagungen der Kunstkommission pro Kalenderjahr

Kapitel 5.1 Artikel 27.1 Absatz 1 desselben Erlasses legt die Anzahl Tagungen der Kunstkommission fest. Die Anzahl Tagungen wird von zwei pro Jahr auf drei erhöht. Bisher konnte eine weitere Tagung nur auf Anfrage des für Kultur zuständigen Ministers öfter tagen. Da dies häufig der Fall war, soll eine weitere Tagung im Erlass ohne Anfrage des Ministers festgehalten werden. Es besteht weiterhin die Möglichkeit von weiteren Tagungen auf Anfrage des für Kultur zuständigen Ministers.

Inkrafttreten

Der Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft mit Ausnahme des Artikels 8, der rückwirkend im September 2023 in Kraft tritt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Anpassungen des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 zur Ausführung des Dekretes vom 18. November 2013 zur Förderung von Kultur in der Deutschsprachigen Gemeinschaft haben keine finanziellen Auswirkungen.

TOP 16: Erteilung einer Vollmacht für die ordentliche Generalversammlung der Glasfaser Ostbelgien GmbH am 28. Mai 2024

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erteilt Herrn Max Munnix die Vollmacht und alle erforderlichen Befugnisse, die Gemeinschaft auf der ordentlichen Generalversammlung der Glasfaser Ostbelgien GmbH am 28. Mai 2024 zu vertreten.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist Eigentümerin von Aktie der Klasse C der Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Glasfaser Ostbelgien, mit Sitz in 4700 Eupen, Klötzerbahn 24, Unternehmensnummer 0791.811.295.

Die jährliche ordentliche Generalversammlung wird am 28. Mai 2024 um 11:00 Uhr in der Aachener Straße 35 in 4700 Eupen stattfinden und folgender Tagesordnung folgen:

1. Verlesung und Genehmigung des Geschäftsberichts des Verwaltungsrats für das am 31. Dezember 2023 abgeschlossene Geschäftsjahr
2. Bericht des Kommissars über das am 31. Dezember 2023 endende Geschäftsjahr
3. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2023
4. Verwendung des Ergebnisses
5. Entlastung des Verwaltungsrats für das am 31. Dezember 2023 abgeschlossene Geschäftsjahr
6. Entlastung des Kommissars für das am 31. Dezember 2023 endende Geschäftsjahr
7. Verlesung und Genehmigung des Protokolls

Die Regierung der Deutschsprachige Gemeinschaft hat die vorstehende Tagesordnung zur Kenntnis genommen und erteilt dem vorgenannten Vertreter Vollmacht, in ihrem Namen die Anwesenheitsliste und Gesellschafterregister sowie alle notwendigen Protokolle und Dokumente zu unterzeichnen, an allen notwendigen Beratungen, Beschlussfassungen und Abstimmungen teilzunehmen, zu Ernennungen oder Entlastungen zu schreiten, Untervollmachten zu erteilen und im allgemeinen alles zu tun, was nützlich und erforderlich ist, nötigenfalls Ratifizierung versprechend.

Die Deutschsprachige Gemeinschaft erklärt bereits jetzt, dass sie alle Entscheidungen, die vom vorgenannten Vertreter in ihrem Namen gefällt werden, anerkennt und sie ratifizieren wird.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine.

TOP 17: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung und des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die selbstständigen Tagesmütter/-väter

1. Beschlussfassung:

Der Beschluss EXIX/2024/02.05/3584 vom 2. Mai 2024 wird zurückgezogen.

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung und des Erlasses der Regierung vom 22. Mai 2014 über die selbstständigen Tagesmütter/-väter.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Platzvergabe in der Kinderbetreuung (Art. 1)

Es wird festgelegt, dass die Situation zum Zeitpunkt der Platzvergabe ausschlaggebend ist, nicht zum Zeitpunkt der Antragstellung, da das Onlineportal letzteres technisch nicht abbilden kann.

Es wird vorgesehen, dass die Dienste der Kinderbetreuung ein vom Minister zu genehmigendes Konzept erstellen, das den praktischen Ablauf der Platzvergabe regelt. Das Konzept regelt mindestens: 1. den Zeitpunkt der Platzvergabe; 2. die vom Antragsteller einzuhaltenden Fristen; 3. den Umgang mit gleichzeitigen Angeboten; 4. den Umgang mit einer Ablehnung des Angebotes; 5. die Absage eines bereits zugesagten Platzes. Dies gewährleistet einerseits eine einheitliche Vorgehensweise innerhalb des Dienstes und ermöglicht diesem andererseits nach außen hin eine transparente Kommunikation zu den Antragsstellern.

Zusätzlich wird die Möglichkeit geschaffen, dass die Dienste in begründeten Ausnahmefällen von den in §1 festgelegten Priorisierungskriterien abweichen können, unter der Bedingung, dass der Umgang mit diesen besonderen Situationen in dem o.g. Konzept festgehalten ist. Hierbei handelt es sich u.a. um Fälle, für die in strikter Anwendung der Priorisierungskriterien kein adäquates Betreuungsangebot gemacht werden kann, da mehrere Faktoren zusammentreffen (zB. Mehrlingsunterbringungen, Barrierefreiheit oder angemessene Vorkehrungen), die gleichzeitig aber im Rahmen eines allgemeinen Erlasses nur unzureichend spezifisch definiert werden können. Das durch den Dienstleister erstellte Konzept ist durch den Minister zu genehmigen, um eine Umgehung der Priorisierungskriterien zu verhindern.

Technische Anpassungen (Art. 2 und 3)

Es werden zwei fehlerhafte Verweise in den Artikeln 43 und 48 des Erlasses vom 22. Mai 2014 über die Dienste und andere Formen der Kinderbetreuung, hiernach ER Dienste KB, angepasst.

Zuschuss bei Einstellung der Tätigkeit (Art.4)

Ein Dienst der Kinderbetreuung, der seine Tätigkeit einstellt, soll nur noch die Zuschüsse erhalten, die er benötigt, um seine offenen Forderungen bzw. Verbindlichkeiten im Zusammenhang mit der betroffenen Tätigkeit in der Kinderbetreuung bedienen zu können.

Deshalb werden die ausstehenden Zuschüsse auf den Betrag reduziert, der zur Deckung der fehlenden finanziellen Mittel notwendig ist, um alle Forderungen bedienen zu können, die sich auf das Kalenderjahr beziehen, in dem die Tätigkeit eingestellt wurde.

Dazu reicht der Dienstleister eine Gesamtabrechnung der eingestellten Tätigkeit ein, die den entsprechenden Fehlbetrag ausweist.

Zahlungsmodalitäten die außerschulische Betreuung an Konferenz- und Ferientagen (Art. 5)

Die Vorgaben in Bezug auf den Zeitpunkt der Bezahlung der Elternbeteiligung für die außerschulische Betreuung (AUBE) an Konferenz- und Ferientagen werden gestrichen, da insbesondere die Vorauszahlung der Betreuung an Konferenztagen für das Zentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung (hiernach ZKB) zu unverhältnismäßigem administrativem Aufwand führt. Das ZKB kann den Zeitpunkt der Zahlung daraufhin selbst festlegen. Zusätzlich wird die Verpflichtung aufgehoben, die Betreuungsplätze ausschließlich für vollständige Wochen zu vergeben.

Berechnung des Defizits der Standorte der außerschulischen Betreuung. (Art. 6)

Da sich die Gemeinden im Jahr 2024 nicht mehr an dem AUBE-Defizit beteiligen sollen, weil sie sich bereits mit insgesamt 400.000 Euro an dem ZKB beteiligen, wurde durch den Erlass vom 14. Dezember 2023 vorgesehen, dass die Regierung 100 % des AUBE-Defizits des Betreuungsjahres 2023 übernimmt.

Jedoch ist es notwendig vorzusehen, dass der Minister festlegt, wie dieses Defizit konkret zu beziffern ist, da dies bisher undeutlich ist. Eine entsprechende Bestimmung wird in den diesbezüglichen Artikel 207.1 des ER Dienste KB eingefügt.

Zuschuss selbstständige Tagesmütter – Eltern mit geringem Einkommen (Art. 7)

Bei den selbstständigen Tagesmüttern wurde mit dem Erlass vom 14. Dezember 2023 ein Zuschuss eingeführt, wenn die Eltern der betreuten Kinder über ein global steuerpflichtiges Einkommen unter einem gewissen Betrag verfügen. In der Note an die Regierung wurde erklärt, dass dieser Grenzbetrag

40.000 Euro ist. Jedoch wurde im Erlass ein zu niedriger Basisbetrag vorgesehen. Dies wird korrigiert.

Der Beschluss EXIX/2024/02.05/3584 vom 2. Mai 2024 wird aufgrund technischer Fehler zurückgezogen: in Artikel 31.1 des ER Dienste KB wurde ein Absatz fälschlicherweise gestrichen, während in Artikel 119.3 desselben Erlasses ein Teil nicht gestrichen wurde. In Artikel 43 und 48 desselben Erlasses werden zwei fehlerhafte Verweise angepasst.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Artikel 1, 2, 3, 5 und 6 verursachen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

Die Modalitäten der Bezuschussung bei Einstellung der Tätigkeit (Art.4) sorgen dafür, dass die zukünftigen Zuschüsse in diesen Situationen niedriger ausfallen werden. Die finanziellen Auswirkungen sind jedoch von Fall zu Fall unterschiedlich, aber in keinem Fall entstehen Mehrkosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft, im Vergleich zur regulären Bezuschussung.

Durch Artikel 7 entstehen keine Mehrkosten, da die entsprechenden Kosten bereits vor Korrektur dieses Fehlers, d.h. bei Verabschiedung des Erlasses vom 14. Dezember 2023, vorgesehen wurden.

TOP 19: Genehmigung des administrativen Lastenheftes zur Bezeichnung eines Generalplaners für die Projekte des Clusters 2 (César-Franck-Athenäum Kelmis und Königliches Athenäum Sankt Vith) im Rahmen des Schulbauprogramms II, als Dienstleistungsauftrag im Verhandlungsverfahren mit europäischer Bekanntmachung mit vorgeschaltetem Generalplaner-Auswahlverfahren

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das administrative Lastenheft zur Bezeichnung des Generalplaners für die Projekte des Clusters 2 (César-Franck-Athenäum Kelmis und Königliches Athenäum Sankt Vith) im Rahmen des Schulbauprogramms, als Dienstleistungsauftrag im zweistufigen Verhandlungsverfahren mit europäischer Bekanntmachung mit vorgeschaltetem Generalplaner-Auswahlverfahren.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft beabsichtigt mehrere Schulen sowie Verwaltungsgebäude im Rahmen des Schulbauprogramms II zu errichten.

Gemäß Priorisierung der Projekte durch die Regierung wurden die Projekte in Cluster gegliedert.

Diese Note bezieht sich auf die Projekte des Clusters 2: Den Neubau des César-Franck-Athenäums in Kelmis und den Neubau bzw. die Sanierung des Königlichen Athenäums in Sankt Vith.

Die Vergabe der Generalplaner-Leistungen geschieht in einem zweistufigen Verhandlungsverfahren. Stufe 1: Teilnahmeantrag und Stufe 2: Generalplaner-Auswahlverfahren.

César-Franck-Athenäum, Kelmis: Das Bauprojekt umfasst den Neubau der Schule, diese soll Platz für 400 Sekundarschüler, 360 Primarschulkinder und 180 Kindergartenkinder bieten. Gemäß dem Ergebnis aus der Phase 0 soll die Schule als Clusterschule mit Lernlandschaften geplant werden.

Königliches Athenäum, Sankt Vith: Das Bauprojekt umfasst den Neubau des Kindergartens und der Primarschule, sowie der Primarstufe des ZFPs. Für das Gebäude der Sekundarstufe ist eine Sanierung plus Anbau geplant. Der neue Schulkomplex soll Platz für 360 Sekundarschüler, 260 Primarschulkinder und 110 Kindergartenkinder bieten. Auch hier soll das neue Pädagogische Konzept umgesetzt werden und eine Clusterschule mit Lernlandschaften entstehen.

Ein Schwerpunkt des Clusters II ist die Umsetzung von nachhaltigen und energieeffizienten Bauten. Hier wird eine 100 % CO²-Neutralität im Betrieb und die Verwendung von natürlichen Baustoffen angestrebt. Beide Projekte sollen aus Holz und im Passivhausstandard geplant und gebaut werden. Ein entsprechendes Nachhaltigkeitskonzept wurde im Vorfeld erarbeitet und wird der Ausschreibung als Leitfaden beigelegt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Gesamtkosten für das Cluster 2 des Schulbauprogramms belaufen sich schätzungsweise auf 140.000.000 € inklusive MwSt., wovon ca. 24.000.000€ inklusive MwSt. die Honorarkosten für das Planungsteam, sowie Preisgelder in Höhe von 480.000 € ausmachen.

TOP 20: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 20. Mai 2021 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für Schüler beziehungsweise ihre Erziehungsberechtigten im Falle einer eingeschränkten Versetzung oder Nichtversetzung im Sekundarschulwesen, einer Nichtvergabe eines Studiennachweises oder eines Schulverweises

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 20. Mai 2021 zur Bestellung der Mitglieder der Einspruchskammer für Schüler beziehungsweise ihre Erziehungsberechtigten im Falle einer eingeschränkten Versetzung oder Nichtversetzung im Sekundarschulwesen, einer Nichtvergabe eines Studiennachweises oder eines Schulverweises.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

In Anwendung von Artikel 38 des Dekrets über den Auftrag an die Schulträger und das Schulpersonal sowie über die allgemeinen pädagogischen und organisatorischen Bestimmungen für die Regel- und Förderschulen setzt die Regierung eine Einspruchskammer ein, die sich mit Beschwerden gegen Schulverweise, gegen eingeschränkte Versetzungen oder Nichtversetzungen im Sekundarschulwesen und gegen die Nichtvergabe von Studiennachweisen befasst.

Die Einspruchskammer setzt sich zusammen aus:

- einem Vorsitzenden, der unter den Mitarbeitern des Fachbereichs Pädagogik ausgewählt wird,
- einem Mitarbeiter des Fachbereichs Pädagogik,
- zwei Personalmitgliedern des Ministeriums,
- einer vom Schulträger bezeichneten Person, die nicht dem Personal der betreffenden Schule angehört.

Aufgrund personeller Entwicklungen im Fachbereich Ausbildung und Unterrichtsorganisation wird folgende Änderung vorgenommen:

Herr Patrick Bergmans, Leiter des Referats Unterrichtsorganisation, wird als bisheriger Schriftführer für die Einspruchskammer durch Frau Karolin Wirtz, Referentin im Referat Unterrichtsorganisation, ersetzt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 21: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 23. Mai 2019 zur Bestellung der Mitglieder des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft für den Sekundarunterricht

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 23. Mai 2019 zur Bestellung der Mitglieder des Prüfungsausschusses der Deutschsprachigen Gemeinschaft für den Sekundarunterricht.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Vor dem schulexternen Prüfungsausschuss der Deutschsprachigen Gemeinschaft für den Sekundarunterricht können Kandidaten das Abschlusszeugnis der Unterstufe und das Abschlusszeugnis der Oberstufe des Sekundarunterrichts erlangen.

Der Prüfungsausschuss setzt sich zusammen aus einem Vorsitzenden und einem stellvertretenden Vorsitzenden, einem Schriftführer und stellvertretenden Schriftführern sowie Prüfern.

Die Regierung benennt den Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden außerhalb des Lehrpersonals unter den Inhabern eines Abschlussdiploms des Hochschulwesens langer Studiendauer.

Ferner bezeichnet die Regierung den Schriftführer und die stellvertretenden Schriftführer, die Mitglieder des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft sind.

Der Vorsitzende wählt die Prüfer fachbezogen unter den Mitgliedern des Direktions- und Lehrpersonals des Sekundar- und des Hochschulwesens, der schulischen Weiterbildung sowie unter Personen mit einer entsprechenden Lehrbefähigung aus.

Aufgrund personeller Entwicklungen im Fachbereich Ausbildung und Unterrichtsorganisation wird folgende Änderung an der Zusammensetzung des Prüfungsausschusses vorgenommen:

Herr Patrick Bergmans, Leiter des Referats Unterrichtsorganisation, ersetzt Frau Catherine Reinertz, Leiterin des Fachbereichs Ausbildung und Unterrichtsorganisation, als Vorsitzender des Prüfungsausschusses.

Frau Karolin Wirtz, Referentin im Referat Unterrichtsorganisation, ersetzt Herrn Patrick Bergmans, Leiter des Referats Unterrichtsorganisation, als stellvertretende Vorsitzende.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

224. Sitzung vom 16. Mai 2024

TOP 5: Vorentwurf eines Dekretes zur endgültigen Abrechnung des Rechnungsjahres der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt gemäß den Artikeln 38 und 40 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft den Vorentwurf eines Dekretes zur endgültigen Abrechnung des Rechnungsjahres 2023.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Rechnungshof die Dokumente zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

Das Dekret zur endgültigen Abrechnung des Rechnungsjahres der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2023 umfasst die in Artikel 38 Absatz 2 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft beschriebenen Dokumente.

Das Dekret beinhaltet unter anderem die konsolidierte Haushaltsausführungsrechnung und den konsolidierten Jahresabschluss. Diese Dokumente stellen die Daten der einzelnen Jahresabschlüsse der Hauptverwaltung, der Dienste mit getrennter Geschäftsführung, der Einrichtungen öffentlichen Interesses und des Parlamentes in verdichteter Form dar.

Nachstehend auszugsweise die konsolidierten Salden der Haushaltsverrichtungen der Dienste und Einrichtungen der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Konsolidierter Bruttosaldo:
-128.701.080,06 (Haushaltsergebnis)
Konsolidierter Nettosaldo:
-135.091.531,56 (Norm Hoher Finanzrat)

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 6: Vorentwurf des Dekretes zur dritten Anpassung des Dekretes vom 15. Dezember 2022 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Vorentwurf des Dekretes zur dritten Anpassung des Dekretes vom 15. Dezember 2022 zur Festlegung des Haushaltsplans der Einnahmen und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 2023.

Der Ministerpräsident wird beauftragt, dem Rechnungshof die Dokumente zu übermitteln.

2. Erläuterungen:

In Vorbereitung auf die Zertifizierung des korrigierten Jahresabschlusses der Hauptverwaltung 2023 durch den Rechnungshof muss der Haushalt 2023 ein drittes Mal angepasst werden.

In Anwendung von Artikel 32 §3 des Dekretes vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der

Deutschsprachigen Gemeinschaft besteht bei Gehaltskosten, Pensionen, gelegentlichen Prämien und anderen besonderen Zulagen ab dem Zeitpunkt der Verrichtung der Leistung eine Zahlungsverpflichtung. Dies hat zur Folge, dass der Haushalt 2023 der Deutschsprachigen Gemeinschaft ein drittes Mal angepasst werden muss, da die veranschlagten Kredite zur Verbuchung der Gehaltskosten nicht ausreichen.

In Summe haben diese Anpassungen jedoch keinen Einfluss auf das Ex-Ante Haushaltsergebnis 2023, da alle zusätzlichen Mittel durch Minderausgaben kompensiert werden können.

Darüber hinaus werden die Tabellen der genehmigten Verpflichtungsermächtigungen bei den Diensten mit getrennter Geschäftsführung aufgrund der vorgenommenen dritten Haushaltsanpassung der Dienste mit getrennter Geschäftsführung „Königliches Athenäum Eupen“ und Königliches Athenäum Sankt Vith“ angepasst.

Damit der Rechnungshof bereits im Vorfeld der Zertifizierung über diese Informationen verfügt, soll dieser Vorentwurf bereits zum jetzigen Zeitpunkt übermittelt werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 7: Erteilung einer Vollmacht für die ordentliche Generalversammlung der SA Le Circuit de Spa-Francorchamps

1. Beschlussfassung:

Die Regierung erteilt Herrn Melchior Wathelet, Präsident des Verwaltungsrates der SA Le Circuit de Spa-Francorchamps, die Vollmachten und alle erforderlichen Befugnisse, die Gemeinschaft auf der ordentlichen Generalversammlung der SA Le Circuit de Spa-Francorchamps am 14. Mai 2024 zu vertreten.

Der Ministerpräsident wird mit der Umsetzung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Deutschsprachige Gemeinschaft besitzt eine Beteiligung an der „SA Le Circuit de Spa-Francorchamps“, nachfolgend „die Gesellschaft“, in Form von 353 Aktien.

Die ordentliche Generalversammlung wird am 14. Mai 2024 um 11:00 Uhr in den Büros der Gesellschaft abgehalten mittels folgender Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrats
2. Bericht des Revisors
3. Genehmigung des Jahresabschlusses zum 31. Dezember 2023

4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
5. Entlastung des Revisors
6. Verschiedenes

Die Regierung hat die vorstehende Tagesordnung zur Kenntnis genommen und erteilt dem vorgenannten Vertreter Vollmacht, im ihrem Namen die Anwesenheitsliste und Gesellschafterregister sowie alle notwendigen Protokolle und Dokumente zu unterzeichnen, an allen notwendigen Beratungen, Beschlussfassungen und Abstimmungen teilzunehmen, zu Ernennungen oder Entlastungen zu schreiten, Untervollmachten zu erteilen und im allgemeinen alles zu tun, was nützlich und erforderlich ist, nötigenfalls Ratifizierung versprechend.

Die Regierung erklärt bereits jetzt, dass sie alle Entscheidungen, die vom vorgenannten Vertreter in ihrem Namen gefällt werden, anerkennt und sie ratifizieren wird.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine.

TOP 8: Aufnahme von Schuldscheindarlehen – Genehmigung Vertragswerk

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das durch die Anwaltskanzlei Jones Day in Zusammenarbeit mit der Belfius Bank SA im Auftrag und auf den Namen der Deutschsprachigen Gemeinschaft ausgearbeitete Vertragswerk zur Ausgabe von Schuldscheindarlehen (SSD).

Der Ministerpräsident wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft möchte aufgrund von Diversifizierungsüberlegungen und einer verbesserten Marktzugänglichkeit ihre Finanzierungsinstrumente erweitern. Hierfür soll durch eine spezialisierte Anwaltskanzlei eine Dokumentation zur Aufnahme von Schuldscheindarlehen (SSD) ausgearbeitet werden.

Mit Vergabebeschluss vom 14. Dezember 2023 beauftragte die Regierung die Kanzlei Jones & Day mit der Erstellung der Dokumentation und des Vertragswerks zur Aufnahme von SSD.

Das Ergebnis, an dem neben Jones & Day auch die Belfius Bank intensiv mitgearbeitet hat, findet sich in den Anlagen. Das Vertragswerk, welches die Regierung mit diesem Beschluss in Gänze genehmigt, besteht aus folgenden Dokumenten:

- Allgemeine Vorlage Darlehensvertrag - Deutschsprachige Gemeinschaft SSD (GENERAL TEMPLATE Loan Agreement - Germanspeaking Community SSD)

- Entwurf eines Darlehensvertrags - Deutschsprachige Gemeinschaft SSD (Vorfalligkeitsentschädigung) (Draft Loan Agreement-Germanspeaking Community SSD (early repayment law))
- Entwurf der Zahlstellenvereinbarung Belfius (SSD der Deutschsprachigen Gemeinschaft) (Draft Paying Agency Agreement Belfius (Germanspeaking Community SSD))
- Rechtsgutachten des Darlehensnehmers (GC - Borrower Legal Opinion (Germanspeaking Community SSD))

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine direkten Auswirkungen. Aufgrund des Vertragswerks kann die Deutschsprachige Gemeinschaft auf mittel- und langfristige Finanzierungsmöglichkeiten (Schuldscheindarlehen) zurückgreifen, die zu unterschiedlichen Zinssätzen (vom jeweiligen Tagessatz abhängig) berechnet werden.

TOP 9: Beirat für Gesundheit: Tätigkeitsbericht 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Tätigkeitsbericht 2023 des Beirats für Gesundheit.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird beauftragt, den Tätigkeitsbericht im Parlament zu hinterlegen.

2. Erläuterungen:

Zum 1. April 2023 ist das Dekret zur Schaffung eines Beirates für Gesundheit in Kraft getreten. Dieser Beirat ersetzt die ehemaligen Beiräte für Gesundheitsförderung und Krankenhäuser, mit den diesbezüglichen Aufgabenbereichen. Zudem fallen in den Aufgabenbereich des neuen Beirates auch das Erstellen von Gutachten in den Bereichen Psychiatrie, Rehabilitation, Organisation der gesundheitlichen Grundversorgung und ansteckende Krankheiten. Laut Art.5 des Dekretes vom 27. Februar 2023 muss der Beirat zum Ende eines jeden Kalenderjahres einen Bericht über seine Tätigkeiten im abgelaufenen Jahr verfassen und diesen der Regierung und dem Parlament übermitteln.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 10: Dekretvorentwurf zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Flämischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-

Hauptstadt, der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Französischen Gemeinschaft zur Bekämpfung von Obdach- und Wohnungslosigkeit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Flämischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt, der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Französischen Gemeinschaft zur Bekämpfung von Obdach- und Wohnungslosigkeit.

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Dekrets zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Flämischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt, der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Französischen Gemeinschaft zur Bekämpfung von Obdach- und Wohnungslosigkeit.

Die Regierung beschließt, das Gutachten des Beirats für Wohnungswesen und Energie zu beantragen.

Die Regierung beschließt, in Anwendung von Artikel 84 §1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 das Gutachten in einer 30-Tages-Frist zu beantragen.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Durch den vorliegenden Dekretvorentwurf soll das Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Wallonischen Region, der Region Brüssel-Hauptstadt, der Flämischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der französischen Gemeinschaftskommission der Region Brüssel-Hauptstadt, der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Französischen Gemeinschaft zur Bekämpfung von Obdach- und Wohnungslosigkeit gebilligt werden.

Die Interministerielle Konferenz *Großstadtspolitik, Integration und Wohnungswesen* hat die Arbeitsgruppe *Obdachlosigkeit* (24. Februar 2023) unter dem Vorsitz des Kabinetts der föderalen Ministerin für soziale Integration, zuständig für die Bekämpfung der Armut, Frau Karine Lalieux, eingerichtet. Diese Arbeitsgruppe wurde insbesondere damit beauftragt, die Zweckmäßigkeit einer Änderung des Zusammenarbeitsabkommens vom 12. Mai 2014 zur Bekämpfung von Obdach- und Wohnungslosigkeit

unter Berücksichtigung des föderalen Regierungsabkommens vom 30. September 2020 zu prüfen.

Eine neue Fassung des Zusammenarbeitsabkommens zur Bekämpfung von Obdach- und Wohnungslosigkeit wurde auf folgenden Grundlagen verfasst:

- Europäische Säule sozialer Rechte und insbesondere Grundsatz Nr. 19 *Wohnraum und Hilfe für Wohnungslose*;
- Aktionsplan zur europäischen Säule sozialer Rechte, insbesondere die Maßnahmen, die zur Erklärung von Lissabon (21.06.2021), der Gründung der Europäischen Plattform zur Bekämpfung der Obdachlosigkeit und ihrem Arbeitsplan führen.

Der Grundsatz Nr. 19 enthält eine nicht erschöpfende Liste von Rechten, auf die obdach- und wohnungslose Menschen Anspruch haben sollten. Die Umsetzung des Grundsatzes Nr. 19 beruht insbesondere auf drei wesentlichen Elementen:

- Hilfsbedürftigen wird Zugang zu hochwertigen Sozialwohnungen oder hochwertiger Unterstützung bei der Wohnraumbeschaffung gewährt;
- Sozial schwache Personen haben Recht auf angemessene Hilfe und Schutz gegen Zwangsräumungen;
- Wohnungslosen werden angemessene Unterkünfte und Dienste bereitgestellt, um ihre soziale Inklusion zu fördern.

Um die Umsetzung der Europäischen Säule sozialer Rechte zu fördern, hat die Europäische Kommission im März 2021 einen Aktionsplan ins Leben gerufen, der auch die Einrichtung einer Europäischen Plattform zur Bekämpfung der Obdachlosigkeit umfasst.

Auf einer hochrangigen Konferenz in Lissabon am 21. Juni 2021 wurde die Europäische Plattform zur Bekämpfung der Obdachlosigkeit eingerichtet, um den Dialog anzuregen, das gegenseitige Lernen zu erleichtern, die faktische Datensammlung und die Weiterverfolgung zu verbessern und die Zusammenarbeit zwischen allen Akteuren, die sich mit der Bekämpfung der Obdachlosigkeit befassen, zu stärken.

Bei dieser Gelegenheit unterzeichneten die Europäische Kommission, der Europäische Kommissar für Beschäftigung und soziale Rechte und die Minister aller Mitgliedstaaten die Erklärung von Lissabon, einen Referenztext, der die wichtigsten Ziele für die Beseitigung der Obdachlosigkeit bis zum Jahr 2030 festlegt.

- Niemand muss wegen eines Mangels an zugänglichen, sicheren und geeigneten Notunterkünften auf der Straße schlafen;

- Niemand ist länger in Not- und Übergangsunterkünften untergebracht, als für den erfolgreichen Übergang in eine dauerhafte Unterkunft erforderlich ist;
- Niemand wird ohne das Angebot einer angemessenen Unterkunft aus einer Einrichtung (z. B. Haftanstalt, Krankenhaus, Pflegeeinrichtung) entlassen;
- Zwangsräumungen sollten, wenn möglich, vermieden werden und niemand wird seiner Wohnung verwiesen, ohne Unterstützung bei der Suche einer angemessenen Unterbringungslösung zu erhalten, soweit dies erforderlich ist;
- Niemand wird aufgrund seiner Obdachlosigkeit diskriminiert.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die durch das Zusammenarbeitsabkommen für die Gemeinschaft entstehenden Verpflichtungen werden im Rahmen bestehender bezuschusster Maßnahmen und im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel erfüllt.

TOP 11: VoG Tagesstätte Meyerode, Amel – Tagesstätte Meyerode – Renovierung und Erweiterung - Genehmigung der Abweichung zu den Bestimmungen der behindertengerechten Gestaltung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt für das Infrastrukturprojekt „5315 – Amel – Tagesstätte Meyerode VoG – Renovierung und Erweiterung“

- die Nichteinrichtung einer behindertengerechten Dusche in der bestehenden WC-Anlage im Untergeschoss des bestehenden Gebäudes;

als Abweichung zu den Bestimmungen des Erlasses der Regierung vom 12.07.2007 zur Festlegung der Bestimmungen zur behindertengerechten Gestaltung von bezuschussten Infrastrukturen.

Die Regierung beschließt zudem, den Antrag auf Abweichung zur Einrichtung einer behindertengerechten Rampeanlage zum Haupteingang der Tagesstätte als gegenstandslos zu betrachten.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Antragsteller des Infrastrukturprojekts „5315 – Amel – Tagesstätte Meyerode VoG – Renovierung und Erweiterung“ ist die VoG Tagesstätte Meyerode.

Prinzipiell muss ein bezuschusstes Infrastrukturvorhaben den Bestimmungen des Erlasses zur behindertengerechten Gestaltung vom 12.07.2007 vollständig entsprechen.

Laut gutachterlicher Stellungnahme der Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben vom 25.08.2023 werden die Bestimmungen des Erlasses jedoch in einigen Bereichen des Infrastrukturprojekts nicht eingehalten.

Daraufhin beantragt die VoG Tagesstätte Meyerode am 04.04.2024, insbesondere aufgrund der vorliegenden und nur schwer veränderbaren Situation im Bestandsgebäude mehrere Abweichungen:

- Antrag auf Abweichung zur Einrichtung einer behindertengerechten Dusche in der WC-Anlage im Untergeschoss des bestehenden Gebäudes;
- Antrag auf Abweichung zur Einrichtung einer behindertengerechten Rampeanlage zum Haupteingang der Tagesstätte.

Die Kommission „Zugängliche Gestaltung von bezuschussten Infrastrukturen“ empfiehlt am 23.04.2024 der beantragten Abweichung zur Einrichtung einer behindertengerechten Dusche in der WC-Anlage im Untergeschoss des bestehenden Gebäudes stattzugeben mit der Begründung, dass im Erweiterungsbau ein behindertengerechtes Badezimmer mit Dusche eingerichtet werden wird, so dass die Zugänglichkeit in diesem Punkt in ausreichendem Maße gegeben ist.

Bezüglich des Antrags auf Abweichung zur Einrichtung einer behindertengerechten Rampeanlage zum Haupteingang der Tagesstätte stellt die Kommission fest, dass der Eingang des Neubaus schwellenlos erreichbar ist und über die inneren Verkehrswege auch das bestehende Gebäude. Somit ist die Zugänglichkeit in diesem Punkt gegeben und vor diesem Hintergrund kann der Antrag auf Abweichung als gegenstandslos betrachtet werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Keine.

TOP 12: Antrag der Träger der anerkannten Sprach- und Integrationskurse zur Übernahme des Defizits der Sprachkurse 2023 im Rahmen der Ukraine-Krise und Erhöhung des Zuschusses zur Durchführung der Sprachkurse für das Jahr 2024 im Rahmen der Ukraine-Krise

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den zweiten Nachtrag zum Vertrag Ukraine-Krise 2022-2023 Sprach- und Integrationskurse vom 28. Oktober 2022 zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Volkshochschule – Bildungsinstitut VoG und der Kulturellen Aktion und Präsenz VoG.

Die Regierung genehmigt der KAP VoG als Koordinator des Konsortiums einen Zuschuss in Höhe von 54.270,19 Euro zur Deckung des Defizits zur Durchführung der Sprachkurse für ukrainische Geflüchtete in der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Rahmen der Ukraine-Krise für das Jahr 2023 und verabschiedet den entsprechenden Erlass.

Die Regierung genehmigt der KAP VoG als Koordinator des Konsortiums einen zusätzlichen Zuschuss in Höhe von 29.000,00 Euro für die Personalkosten zur Organisation der Sprachkurse für ukrainische Geflüchtete in der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Rahmen der Ukraine-Krise für das Jahr 2024 und verabschiedet den entsprechenden Erlass.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen, wird mit der Durchführung der vorliegenden Beschlüsse beauftragt.

2. Erläuterungen:

Infolge des Ausbruchs des Krieges in der Ukraine beauftragte die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft Anfang März 2022 die Träger der anerkannten Sprach- und Integrationskurse mit der zusätzlichen Aufgabe weitere Kurse für Flüchtlinge aus der Ukraine zu organisieren.

Im Vertrag Ukraine-Krise 2022-2023 Sprach- und Integrationskurse vom 28. Oktober 2022 zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Volkshochschule – Bildungsinstitut VoG und der Kulturellen Aktion und Präsenz VOG gewährte die Regierung im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel für das Haushaltsjahr 2022 einen Gesamtzuschuss in Höhe von 110.000,00 Euro und für das Haushaltsjahr 2023 einen Gesamtzuschuss in Höhe von 117.015,00 Euro.

Der o.e. Vertrag wurde durch den ersten Nachtrag vom 22. Dezember 2023 um ein Jahr verlängert. Die Regierung gewährte zur Weiterführung der Aufgaben im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel für das Haushaltsjahr 2024 einen Gesamtzuschuss in Höhe von 132.000,00 Euro.

Defizit 2023:

In der E-Mail vom 27. Februar 2024 reichte das Konsortium bestehend aus den Trägern der anerkannten Sprach- und Integrationskurse Volkshochschule – Bildungsinstitut VoG (VHS VoG) und der Kulturellen Aktion und Präsenz VoG (KAP VoG) einen Antrag auf Übernahme des Defizits, welches im Rahmen der Durchführung der Sprach- und Integrationskurse für ukrainische Geflüchtete für das Jahr 2023 entstanden ist, ein.

Laut Angaben des Konsortiums setzt sich das Defizit wie folgt zusammen:

	Zuschuss gemäß Vertrag	Effektive Kosten	Differenz
Sprachkurse	106.375,00 €	169.118,96 €	-62.743,96 €
Integrationskurse	10.640,00 €	5.357,38 €	5.282,62 €
Gesamt	117.015,00 €	174.476,34 €	-57.461,34 €

Für die Sprachkurse liegt gemäß Angaben des Konsortiums für das Jahr 2023 ein Defizit von 62.743,96 Euro vor. Die Integrationskurse verzeichnen einen Überschuss in Höhe von 5.357,38 Euro für das Jahr 2023.

Das Konsortium verrechnet den Überschuss der Integrationskurse mit dem Defizit der Sprachkurse, woraus sich für die Sprach- und Integrationskurse ein Gesamtdefizit in Höhe von 57.461,34 Euro ergibt.

Seitens des Konsortiums werden folgende Gründe für das Defizit aufgeführt:

- Die Lohntabellen und Arbeitsordnungen sind bei beiden Organisationen unterschiedlich und bergen ein Lohngefälle. Dieses Lohngefälle erhöht und verändert sich durch Dienstzugehörigkeit, die laut Arbeitsordnung angewendet werden müssen. Hieraus ergeben sich Dienstjahrenanpassungen, die das Bruttogehalt der jeweiligen Personalmitglieder erhöhen.
- Es entstanden erhöhte Fahrtkosten für die VHS VoG, weil aufgrund von Lehrermangel Personal vom Norden in den Süden der Deutschsprachigen Gemeinschaft entsendet werden musste. Der eigentliche Arbeitsort war Eynatten und besagte Mitarbeiterin erteilte in Bütgenbach (Worriken) Unterricht. Dies wurde seitens des Konsortiums so gehandhabt, um auf den Bedarf zu reagieren und diesem in angemessener Weise nachzukommen.
- Bei der KAP VoG entstand durch den Ablauf eines befristeten Arbeitsverhältnisses ein Mehraufwand, da das Urlaubsgeld und die Austrittsentschädigung ausgezahlt wurden.

Nach Prüfung der Kostenbelege, welche zum 31. März 2024 vollständig eingereicht wurden, stellte der Fachbereich Familie und Soziales gemäß o.e. Vertrag nicht-annehmbare Kosten in Höhe von 8.473,77 Euro fest. Dementsprechend beläuft sich das Defizit der annehmbaren Kosten für die Durchführung der Sprachkurse für ukrainische Flüchtlinge für das Jahr 2023 auf 54.270,19 Euro.

	Zuschuss gemäß Vertrag	Effektive Kosten	Differenz
Sprachkurse	106.375,00 €	160.645,19	-54.270,19
Personalzuschuss	99.460,00€	152.290,57	-52.830,57
Funktionszuschuss	6.915,00€	8.354,62	-1.439,62

Integrationskurse	10.640,00 €	5.357,38	5.282,62
Personalzuschuss	9.575,00€	4.574,28	5.000,72
Funktionszuschuss	1.065,00€	783,10	281,90

Entwicklung 2024:

Gemäß o.e. Vertrag sind für das Haushaltsjahr 2024 132.000,00 Euro zur Organisation der Sprachkurse für ukrainische Geflüchtete vorgesehen. Für die Personalkosten zur Organisation der Sprachkurse wurden 120.000,00 Euro vorgesehen.

Am 27. März 2024 übermittelten die KAP VoG und die VHS VoG dem zuständigen Minister die Kostensimulation für die Personalkosten der Sprachkurse für das Jahr 2024. Gemäß Simulation beläuft sich die Gesamtsumme der Personalkosten der Sprachkurse für die ukrainischen Geflüchteten für das Jahr 2024 auf 121.974,27 Euro. Hierbei ist zu beachten, dass der Arbeitsvertrag bei drei von vier Kursleitern, die die Kurse gewährleisten, vor dem 31. Dezember 2024 endet (die Verträge enden jeweils zum 4. September, zum 2. Oktober und zum 31. Oktober). Wenn die Arbeitsverträge verlängert werden und die Kurse bis zum 31. Dezember 2024 organisiert werden, belaufen sich die Personalkosten gemäß Kostensimulation auf 148.597,30 Euro.

Bezüglich des Defizits, welches im Rahmen der Organisation der Sprachkurse für ukrainische Geflüchtete für das Jahr 2023 entstanden ist, wird der Vertrag Ukraine-Krise 2022-2023 der Sprach- und Integrationskurse zwischen der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Volkshochschule-Bildungsinstitut VoG und der Kulturellen Aktion und Präsenz VoG rückwirkend angepasst mit einer Erhöhung des Zuschusses für die Organisation der Sprachkurse für ukrainische Geflüchtete in Höhe von 54.270,19 Euro für das Jahr 2023.

Um die Kontinuität der Sprachkurse für ukrainische Geflüchtete bis zum Ende des Jahres 2024 gewährleisten zu können, wird der o.e. Vertrag auch für das Jahr 2024 angepasst und eine Erhöhung der Personalkosten zur Durchführung der Sprachkurse in Höhe von 29.000,00 Euro vorgesehen.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Kosten zur Übernahme des Defizits der Sprachkurse für ukrainische Geflüchtete für das Jahr 2023 belaufen sich auf 54.270,19 Euro. Die Summe geht zu Lasten des Haushaltspostens 50.15-33.01 des Haushaltsjahres 2024.

Für die Durchführung der Sprachkurse für ukrainische Geflüchtete im Jahr 2024 muss eine Erhöhung des Zuschusses in Höhe von 29.000,00 Euro vorgesehen werden zu Lasten des Haushaltspostens 50.15-33.01 des Haushaltsjahres 2024.

Auf dem Haushaltsposten 50.15-33.01 sind für das Haushaltsjahr 2024 insgesamt 624.000,00 Euro im Rahmen der Ukraine-Krise für VoG vorgesehen.

322.500,00 Euro der vorgesehenen Mittel wurden bereits gebunden. Es stehen somit noch 301.500,00 Euro zur Verfügung, abzüglich des Defizits in Höhe von 54.270,19 Euro und den zusätzlichen Kosten für das Jahr 2024 in Höhe von 29.000,00 Euro blieben 218,229,8 Euro offene Mittel auf diesem o.e. Haushaltsposten für die Ukraine Krise.

TOP 14: Vertreterdatenbank: Bestellung eines Vertreters in der Interadministrativen Plattform Gesundheit „PIA“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung beschließt Frau Karin Cormann, Leiterin des Fachbereiches Gesundheit und Senioren als effektive Vertreterin und Herrn Guido Jost, Referatsleiter Infektionsschutz als Ersatzvertreter in der Interadministrativen Plattform Gesundheit zu bestellen:

Gremium	Ausscheidende Vertretung	Vertretung
Interadministrative Plattform Gesundheit „PIA“	Keine Bestellung vorhanden	Karin Cormann, effektiv Guido Jost, Ersatz

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

In der Interministeriellen Konferenz „Öffentliche Gesundheit“ (IMK) vom 10. Februar 2020 wurde die Schaffung einer Interadministrativen Plattform Gesundheit (PIA) bestimmt.

Die Genehmigung zur Einrichtung der PIA wurde in der Sitzung der IMK vom 13. Oktober 2020 erteilt.

In Artikel 2 § 2 der Geschäftsordnung der PIA sind die Verwaltungen definiert, die einen Vertreter entsenden sollen. Für die Deutschsprachige Gemeinschaft ist dies der Fachbereich Gesundheit und Senioren der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die interministerielle Konferenz (IMK) beauftragt die PIA mit nachfolgenden Aufgaben

- Die interföderale Arbeit und Kommunikation zwischen den Verwaltungen zu erleichtern, zu optimieren und die allgemeine Funktionsweise der IMK zu unterstützen;
- Die Aufmerksamkeit der IMK auf mögliche zu behandelnde Themen lenken;
- Die Einrichtung von spezifischen Arbeitsgruppen;
- Die Überwachung der Arbeit der spezifischen (Verwaltungs-)Arbeitsgruppen und die Auswirkungen der Vorschläge auf die jeweiligen Verwaltungen zu evaluieren;
- Die Regelmäßige Überprüfung der Liste der prioritären Themen und der zuständigen kabinetts- und verwaltungsübergreifenden Arbeitsgruppen.

- Die Verfolgung der Aufgaben und Verantwortlichkeiten, die gegebenenfalls im Rahmen der IMK zwischen der föderalen Behörde und den föderalen Einheiten erstellt und durch Vereinbarungsprotokolle übertragen werden.

Die PIA kann ebenfalls als Interföderale Krisenzelle für den Bereich Gesundheit im Rahmen einer nationalen Gesundheitskrise eingesetzt werden.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 15: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit.

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Erlass der Regierung vom 6. Juli 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Beirats für Gesundheit legt die Besetzung des durch das Dekret vom 27. Februar 2023 geschaffenen Beirats für Gesundheit fest.

Aufgrund der Tatsache, dass einerseits einige Mandate nicht besetzt waren und andererseits verschiedene Personen bereits aus dem Arbeitsverhältnis einer Einrichtung ausgeschieden sind, ist eine Abänderung des Erlasses erforderlich.

So wird der ehemalige Direktor des Sankt Nikolaus Hospitals Eupen, Herr Martin Root, durch die neue Direktorin Frau Sophie Piedboeuf ersetzt. Die Pflegedienstleiterin Isabelle Finck hat ebenfalls den Arbeitgeber gewechselt. Aktuell hat das Sankt Nikolaus Eupen keinen Ersatzvertreter bezeichnet.

Es wurden zudem Ersatzvertreter zum einen für die Einrichtungen der psychiatrischen Versorgung und zum anderen für Sozialarbeiter oder Psychologen, die in der psychologischen oder psychiatrischen Begleitung tätig sind.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die Mitglieder des Beirates erhalten eine Fahrtentschädigung und Anwesenheitsgelder, gemäß dem Regierungserlass vom 12. Juli 2001 zur Harmonisierung der Anwesenheitsgelder und Fahrtentschädigungen in Gremien und Verwaltungsräten der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Die damit einhergehenden Kosten sind im OB 50, Programm 16 Zuweisung 12.11 vorgesehen.

TOP 16: Beschluss der Regierung zur Bestellung von Frau Isabelle Maystadt als effektives Mitglied und Herrn Gerd Königs als Ersatzmitglied im Verwaltungsausschuss des Fonds „Maribel social“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung bestellt Frau Isabelle Maystadt als effektives Mitglied und Herrn Gerd Königs als Ersatzmitglied im Verwaltungsausschuss des Fonds „Maribel social“

Der Vize-Ministerpräsident, Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen wird mit der Durchführung vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen

Der Königliche Erlass vom 18. Juli 2002 zur Festlegung der Maßnahmen zur Förderung der Beschäftigung im Nicht-Kommerziellen Sektor sieht in Artikel 24 vor, dass die Deutschsprachige Gemeinschaft ein effektives Mitglied in den Verwaltungsausschuss des Fonds „Maribel social“ – Öffentlicher Sektor, der beim Landesinstitut für Soziale Sicherheit angesiedelt ist, entsendet.

Im Hinblick auf die Neufassung des Ministeriellen Erlasses zur Zusammensetzung dieses Verwaltungsausschusses bittet das Landesinstitut um Mitteilung der Namen des effektiven und ggf. eines stellvertretenden Mitglieds.

Im Fachbereich Gesundheit und Senioren wird aktuell das Thema des Nicht-Kommerziellen Sektors koordiniert. Auch die Baremenanpassungen für den öffentlichen Bereich im Pflegesektor, für den die Deutschsprachige Gemeinschaft zuständig ist, werden dort bearbeitet.

Zudem werden im Verwaltungsausschuss in der Hauptsache Themen des Pflegebereichs besprochen.

Deshalb wird Frau Isabelle Maystadt, Referatsleiterin Senioren im Fachbereich Gesundheit und Senioren als effektives Mitglied bestellt. Herr Gerd Königs, Berater im Fachbereich lokale Behörden und Kanzlei wird als Ersatzmitglied bestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 18: Genehmigung des Berichtes über die Anwendung des Dekrets vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung im Jahr 2023

1. Beschlussfassung:

Die Regierung genehmigt den Bericht über die Anwendung des Dekrets vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung und übermittelt diesen dem Parlament.

Die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Das Dekret vom 28. Mai 2018 zur AktiF- und AktiF PLUS-Beschäftigungsförderung bestimmt in Artikel 43, dass die Regierung jährlich zum 30. Juni einen Bericht über die Anwendung des Dekrets verfasst und dass sie diesen Bericht dem Parlament übermittelt.

Der beiliegende Bericht fußt auf statistischen Erfassungen des Arbeitsamtes der Deutschsprachigen Gemeinschaft und des Fachbereichs Beschäftigung des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für das Jahr 2023.

Die jeweiligen Statistiken sind dem Bericht als Anlage beigelegt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 20: Erlass der Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 26. Juni 2023 zur Einrichtung eines Fonds für zinslose Darlehen an Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in zweiter und letzter Lesung den Erlass zur Ausführung des Dekrets vom 26. Juni 2023 zur Einrichtung eines Fonds für zinslose Darlehen an Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Vorliegender Erlass führt das Dekret vom 26. Juni 2023 zur Einrichtung eines Fonds für zinslose Darlehen an Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen aus.

Der Begutachtungsantrag beim Staatsrat wurde am 25. Januar 2024 gemäß Artikel 84 §5 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 von der Liste gestrichen.

Die Datenschutzbehörde verweist in ihrer Begutachtung vom 23. Januar 2024 auf ihr Standartgutachten Nr. 65/2023 vom 24. März 2023.

In Kapitel 1 werden Grundprinzipien des oben erwähnten Dekrets ergänzt oder präzisiert. Kapitel 2 und 3 erläutern das Darlehensverfahren in chronologischer Reihenfolge. Zum Schluss wird in Kapitel 4 tiefer auf die Kontrollinstrumente der Regierung zu den verschiedenen Bedingungen eingegangen, die die Darlehensnehmer erfüllen müssen.

Im Vergleich zum in erster Lesung verabschiedeten Erlassvorentwurf wurden folgende Anpassungen vorgenommen:

1. Die Definitionen in Artikel 1 wurden dahingehend angepasst, dass auf die Definitionen im Dekret verwiesen wird, statt diese zu wiederholen.
2. Artikel 9 bestimmt, dass die Verwaltung die Vollständigkeit und Zulässigkeit eines Antrags überprüft. In Artikel 7 wurde verdeutlicht, welche Informationen notwendig sind, damit ein Antrag als vollständig gilt. Artikel 9 bestimmt zudem das Genehmigungs- und Ablehnungsverfahren nach einem Antrag und wurde zur besseren Verständlichkeit umformuliert. Weiterhin wurde das Beschwerdeverfahren nach Ablehnung eines Antrags gestrichen, und per Dekret über Maßnahmen im Unterrichtswesen 2024 ins Dekret vom 26. Juni 2023 zur Einrichtung eines Fonds für zinslose Darlehen an Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen eingefügt.
3. Artikel 10 präzisiert das in Artikel 7 des oben genannten Dekrets beschriebene Aussetzungsverfahren der Auszahlungen. In §1 wurde hinzugefügt, dass der Minister den Darlehensnehmer per Einschreiben über die Aussetzung in Kenntnis stellen soll. Es wurde ebenfalls ein §2 hinzugefügt, der bestimmt, dass die Rückforderung gestartet werden kann, wenn der Darlehensnehmer nicht innerhalb einer Frist von 30 Tagen auf das Einschreiben reagiert.
4. In Artikel 11 wurde ein §3 hinzugefügt, der präzisiert, dass ein regulärer Schüler bzw. Studierender, der im Laufe des Schuljahres zum freien Schüler wird und somit das Anrecht auf ein Darlehen verliert, das bis zum Datum des Wechsels vom regulären zum freien Schüler erhaltene Darlehen nicht zurückerzahlen muss, wenn er einen erfolgreichen Abschluss in der Lehre, dem Studiengang oder der Studienrichtung erhält, für die er ein Darlehen genehmigt bekommen hat.
5. Artikel 15 bestimmt das Rückzahlungsverfahren und wurde zur besseren Verständlichkeit umformuliert.
6. In Abschnitt 3 wurden alle Aufgaben dem Minister statt der Regierung delegiert, mit Ausnahme der Aufgaben, die sich auf Entscheidungen über den Verzicht der Rückzahlung beziehen sowie auf Gerichtsverfahren, wenn Rückzahlungen auf außergerichtlichem Weg nicht möglich sind.
7. In Artikel 21 wurde das Beschwerdeverfahren nach einem Regierungsbeschluss bzgl. eines Antrags auf Verzicht auf Rückforderung

gestrichen. Es gilt die allgemeine Rechtsbehelfsbelehrung (Ombudsdienst und Staatsrat).

Kommentar zu den Artikeln

KAPITEL 1 - ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

Artikel 1 definiert Begriffe des Vorentwurfs und sorgt für ein einheitliches Verständnis der entsprechenden Bestimmungen.

Artikel 2 bestimmt, dass Personenbezeichnungen im Vorentwurf für alle Geschlechter gelten.

Artikel 3 erläutert die Begriffe „Regelstudienzeit“ und „Regeldauer“ für Studiengänge, Studienrichtungen oder Ausbildungen, die Anspruch auf ein zinsloses Darlehen gewähren.

Artikel 4 bestimmt, dass der für Unterrichtswesen zuständige Minister die Liste der Studiengänge, Lehrprogramme und Studienrichtungen des Regelsekundarschulwesens, die auf eine Tätigkeit in einem Mangelberuf vorbereiten, festlegt.

Artikel 5 bestimmt, dass das Darlehen in der Regel auch in den Sommerferien ausgezahlt wird.

Die Regierung möchte vermeiden, dass das Darlehenssystem – in welcher Form auch immer – einen Anreiz für Nachprüfungen und das Nichtbestehen eines Studienjahres schafft. Sie schlägt deshalb vor, dass das zinslose Darlehen im letzten Ausbildungs- oder Studienjahr und in einem Jahr, das wiederholt wird, lediglich bis zum Monat Juni ausgezahlt wird.

Darüber hinaus sieht Artikel 5 weitere Ausnahmen für den ergänzenden berufsbildenden Sekundarunterricht in Krankenpflege, das Brückenstudium Plus oder eine verlängerte Sitzung im letzten Studienjahr vor. In diesen Fällen endet das letzte Studienjahr im Januar und das Darlehen soll auch lediglich bis Januar ausgezahlt werden.

Artikel 6 bestimmt, dass der für Unterrichtswesen zuständige Minister das monatliche Darlehen von 350 Euro im Rahmen der verfügbaren finanziellen Mittel indexieren kann. Als Grundlage dient der Verbraucherpreisindex.

KAPITEL 2 – GEWÄHRUNG

Artikel 7 bestimmt, in welchem Zeitraum ein Antrag einzureichen ist, welche Angaben ein Antragsteller mitteilen soll und welche Belege einzureichen sind. Die entsprechenden Antragsformulare stehen sowohl online als auch in Papierform zur Verfügung.

Artikel 8 bestimmt, welche Änderungen der im Antrag mitgeteilten Angaben unverzüglich mitzuteilen sind.

Artikel 9 bestimmt, dass das Ministerium den Antrag prüft.

Der für Unterrichtswesen zuständige Minister entscheidet, ob ein Antrag genehmigt oder abgelehnt werden muss. Wenn der Antrag genehmigt wird, beinhaltet die Zusage nützliche Informationen bezüglich des weiteren Verfahrens.

Gegen eine Ablehnung, die immer begründet wird, kann der Antragsteller Beschwerde einreichen. Dieses Beschwerdeverfahren wird ebenfalls in Artikel 9 festgelegt.

Artikel 10 verdeutlicht, dass die Teilzahlungen des Darlehens ausgesetzt werden, sobald entweder der Darlehensnehmer oder die entsprechende Bildungseinrichtung das Ministerium darüber informiert hat, dass die Bedingungen zum Erhalt des Darlehens nicht mehr erfüllt sind. Der Minister setzt den Darlehensnehmern von der Aussetzung und gegebenenfalls der definitiven Beendigung der Auszahlung in Kenntnis.

Das Verfahren der Aussetzung der Teilzahlungen wird in Artikel 7 des Dekrets geregelt. Die in §§3 und 4 dieses Artikels angeführten Fristen gelten nicht, wenn der Darlehensnehmer sein Studium oder seine Ausbildung abbricht mit der Absicht, im nachfolgenden Schuljahr ein neues Studium bzw. eine neue Ausbildung in einem Mangelberuf zu starten. Wenn der entsprechende neue Antrag nicht gestellt wird oder abzulehnen ist, wird das bereits ausgezahlte Darlehen zurückgefordert.

Artikel 11 bestimmt, dass das Ministerium dem Darlehensnehmer nach Feststellung des erfolgreichen Abschlusses schriftlich mitteilt, welchen Gesamtbetrag er als Darlehen aufgenommen hat und welche Bedingungen er noch erfüllen muss, um das Darlehen nicht zurückzahlen zu müssen. Das Ministerium weist den Darlehensnehmer mindestens alle zwei Jahre auf den Inhalt dieses Schreibens hin. Das Ministerium lädt den Darlehensnehmer ein, so schnell wie möglich Arbeitsnachweise einzureichen. Dieses Schreiben ermöglicht dem Ministerium ebenfalls festzustellen, ob der Darlehensnehmer noch unter der angegebenen Adresse wohnt.

Darüber hinaus wird präzisiert, dass ein regulärer Schüler in der mittelständischen Ausbildung, der im Laufe des Schuljahres zum freien Schüler wird und somit das Anrecht auf ein Darlehen verliert, das bis Datum des Wechsels vom regulären zum freien Schüler erhaltene Darlehen nicht zurückzahlen muss, wenn er einen erfolgreichen Abschluss in dem Lehrprogramm erhält, für die er ein Darlehen erhalten hat.

KAPITEL 3 – VERZICHT AUF RÜCKZAHLUNG, RÜCKZAHLUNG UND ANTRÄGE AUF VERZICHT

Artikel 12 präzisiert, was es bedeutet, einer Beschäftigung im deutschen Sprachgebiet nachzugehen. Arbeitnehmer erfüllen diese Bedingung, wenn

sie in einer Niederlassungseinheit im deutschen Sprachgebiet tätig sind. Selbstständige erfüllen diese Bedingung, wenn sie ihren Hauptsitz im deutschen Sprachgebiet haben. Weiterhin wird präzisiert, dass eine Beschäftigung in der Facharzt- oder Fachzahnarztausbildung, selbst wenn sie im deutschen Sprachgebiet ausgeübt wird, nicht als Beschäftigung im Sinne dieses Dekrets angesehen wird.

Darüber hinaus wird präzisiert, was eine vollzeitige oder halbzzeitige Arbeitsbeschäftigung ist.

Artikel 13 legt fest, welche Belege akzeptiert werden, um das Erfüllen der Arbeitsbedingung nachzuweisen. Das Ministerium kann gegebenenfalls zusätzliche Belege anfordern. Wenn die erforderlichen Nachweise eingereicht worden sind, bestätigt der zuständige Minister dem Darlehensnehmer per Brief, dass das Darlehen nicht zurückzuzahlen ist.

Artikel 14 bestimmt die Vorgehensweise, wenn der Darlehensnehmer die Arbeitsbedingungen zum Verzicht auf Rückzahlung nicht erfüllt. Der zuständige Minister bringt den Darlehensnehmer per Einschreiben über seine Feststellung in Kenntnis. Der Darlehensnehmer kann innerhalb einer Frist von 60 Tagen darauf reagieren, entweder durch Einreichen zusätzlicher Belege oder durch einen Antrag auf Fristverlängerung oder auf Verzicht auf Rückzahlung.

Artikel 15 legt die Prozedur der außergerichtlichen Rückforderung fest. Der Darlehensnehmer hat die Möglichkeit, eine Rückzahlung in Teilzahlungen zu beantragen. In dem Fall schlägt der Darlehensnehmer dem Minister einen Plan zur Rückzahlung in Teilzahlungen vor. Beim Festlegen des Rückzahlungsplans wird ein Gleichgewicht zwischen der Eintreibung der zu Unrecht gezahlten Beträgen einerseits und der Machbarkeit der Teilzahlungen für den Darlehensnehmer andererseits gesucht.

Artikel 16 bestimmt, dass die Regierung das zu Unrecht ausgezahlte Darlehen gerichtlich zurückfordert, wenn sie feststellt, dass sie das Darlehen auf außergerichtlichem Weg nicht eintreiben kann. In der Praxis wird dies nach mehreren Mahnungen erfolgen.

Artikel 17 legt die möglichen Gründe zur Befreiung der Arbeitsbedingung fest. Die Regierung kann für die Beurteilung der Anträge ein Gutachten bei der im Artikel 13 des Dekrets gegründete Kommission beantragen.

Artikel 18 legt die möglichen Gründe zur Fristverlängerung fest. Die Dauer der Fristverlängerung entspricht stets der Dauer des Verlängerungsgrunds. Die Regierung kann für die Beurteilung der Anträge ein Gutachten bei der im Artikel 13 des Dekrets gegründeten Kommission beantragen.

Artikel 19 bestimmt den Verzicht auf Rückzahlung aus sozialen Gründen. Sie erfolgt auf Antrag des Darlehensnehmers. Der niedrigste und der höchste

Grenzbetrag des verfügbaren Einkommens entsprechen den Beträgen zur Nichtpfändbarkeit aus dem Gerichtsgesetzbuch. Die anderen Grenzbeträge sind als Prozentsatz des niedrigsten Grenzbetrages ausgedrückt. Die Regierung kann für die Beurteilung der Anträge ein Gutachten bei der im Artikel 13 des Dekrets gegründete Kommission beantragen.

Für den Zeitraum zwischen dem 1. April und 31. Dezember 2023 handelt es sich um folgende Beträge (Saisie et cession sur salaires | Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (belgique.be)):

Verfügbares Einkommen unter X EUR	X% des ersten Betrages	Verzicht zu X%
1.316,00 €	100%	100%
1.355,48 €	103%	90%
1.394,96 €	106%	80%
1.434,44 €	109%	70%
1.473,92 €	112%	60%
1.513,40 €	115%	50%
1.552,88 €	118%	40%
1.592,36 €	121%	30%
1.631,84 €	124%	20%
1.706,00 €	129,635%	10%
-	-	-

Das verfügbare Haushaltseinkommen des Empfängers wird dabei um jeweils 81 Euro pro kindergeldberechtigtes Kind reduziert.

Artikel 20 bestimmt, wie ein Antrag auf Fristverlängerung oder Verzicht auf Rückzahlung gestellt werden kann. Es wird präzisiert, dass ein solcher Antrag lediglich einmal mit der gleichen Begründung gestellt werden kann.

Artikel 21 legt die Prozedur der Beschlussfassung der Regierung zu den oben erwähnten Anträgen fest.

KAPITEL 4 – SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 22 sieht vor, dass der Erlass mit Wirkung vom 1. Juli 2024 in Kraft tritt. Die Artikel 5, 10, 11, 14 und 15 treten rückwirkend zum 1. Juli 2023 in Kraft. Das rückwirkende Inkrafttreten ist erforderlich, da Anträge bereits eingegangen sind und im Interesse der Bürger eine größtmögliche Rechtssicherheit zu gewährleisten ist.

Artikel 23 legt fest, dass der für Unterrichtswesen zuständige Minister mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt ist.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Die finanziellen Auswirkungen dieses Erlasses wurden gemeinsam mit den Auswirkungen des Dekrets vom 26. Juni 2023 zur Einrichtung eines Fonds für

zinslose Darlehen an Auszubildende, Studierende und Schüler in Mangelberufen ermittelt.

Für diese beiden Texte, die zusammen zu lesen sind, hätten sich die Ausgaben im Schuljahr 2022-2023 auf 2.478.000 Euro belaufen, wenn alle Antragsberechtigten einen Antrag gestellt hätten.

Neben der Tatsache, dass wegen der damit einhergehenden Verpflichtung, in der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu arbeiten, nicht alle potenziellen Darlehensnehmer einen Antrag einreichen, sind folgende Aspekte zu berücksichtigen:

- die Regierung kann den Betrag indexieren;
- die mögliche Zunahme an Personen, die sich in Zukunft in einem Mangelberuf ausbilden lassen möchten;
- die für 2024-2025 geplante Einführung eines Bachelor-Studiengangs in Sozialer Arbeit an der AHS, die ebenfalls zu einer Erhöhung der Antragsberechtigten führt, insofern der Beruf des Sozialarbeiters weiterhin ein Mangelberuf ist;
- die Hinzufügung der Grundausbildung von Medizin- und Zahnmedizinstudenten, zu der keine Studierendenzahlen vorliegen;
- Jeder Darlehensnehmer hat das Recht, die Aufnahme des Darlehens um ein Jahr zu verlängern.

TOP 21: Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Erwachsenenbildung

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet den Erlass zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Erwachsenenbildung,

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Am 21. Februar 2022 wurde der Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Erwachsenenbildung verabschiedet. Dieser Erlass trat mit Wirkung vom 1. März 2022 in Kraft und gilt gemäß Artikel 3 des Erlasses der Regierung vom 17. Dezember 2009 zur Schaffung eines Rates für Erwachsenenbildung für die Mandatszeit von vier Jahren.

Aufgrund des Vorschlags der Lupe VoG vom 29. Februar 2024, werden folgende Änderungen berücksichtigt:

- Frau Stephanie Kubeil wird effektives Mitglied der Lupe VoG im RfE,
- Herr Eric Habets wird stellvertretendes Mitglied der Lupe VoG im RfE.

Aufgrund des Vorschlags der Miteinander Teilen VoG vom 11. März 2024, wird folgende Änderung berücksichtigt:

- Frau Nadima Keutgen wird ab dem 1. Mai 2024 effektives Mitglied der Miteinander Teilen VoG im RfE.

Aufgrund des Vorschlags der Frauenliga VoG vom 20. März 2024, werden folgende Änderungen berücksichtigt:

- Frau Nicole Baltus wird effektives Mitglied der Frauenliga VoG im RfE,
- Frau Anne-Marie Braun wird stellvertretendes Mitglied der Frauenliga VoG im RfE.

Zudem teilte uns die Lupe VoG mit, dass Frau Stephanie Kubeil in den Vorstand des RfE wechseln wird.

Die Abänderungen treten am Tag der Verabschiedung in Kraft.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 22: Bestellung des Vertreters der Deutschsprachigen Gemeinschaft im Föderalen Rat für paramedizinische Berufe

1. Beschlussfassung:

Die Regierung bestellt Herrn Michael Beythen in den Föderalen Rat für paramedizinische Berufe.

Der Minister für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Die Aufgabe des Föderalen Rates für paramedizinische Berufe wird in Artikel 77 des Koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 über die Ausübung der Gesundheitspflegeberufe festgelegt. Der Rat gibt dem föderalen Minister für Volksgesundheit auf dessen Antrag oder aus eigener Initiative Stellungnahmen ab über alle Angelegenheiten in Bezug auf die paramedizinischen Berufe.

Artikel 78 §1 desselben koordinierten Gesetzes vom 10. Mai 2015 legt die Zusammensetzung des Rates fest. Gemäß Artikel 78 §1 Nummer 7 entsendet jede der Behörden, die aufgrund der Artikel 127 §1 Absatz 1 Nummer 2 und 130 § 1 Absatz 1 Nummer 3 der koordinierten Verfassung zuständig sind für das Unterrichtswesen, je einen Vertreter.

Bislang vertrat Frau Cornelia Keutgen, ehemalige Leiterin des Fachbereichs Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften und nun Direktorin der Autonomen Hochschule Ostbelgien, die Unterrichtsverwaltung der Deutschsprachigen Gemeinschaft im föderalen Rat für paramedizinische Berufe. Da Frau Keutgen die Aufgabe aus zeitlichen Gründen nicht fortführen kann, wird der aktuelle Leiter des Fachbereichs Gesundheits- und Krankenpflegewissenschaften der Autonomen Hochschule Ostbelgien, Herr Michael Beythen, als Vertreter bestellt.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft.

TOP 24: Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Organisation des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung „Service und Logistik im Gemeinschaftsunterrichtswesen“

1. Beschlussfassung:

Die Regierung verabschiedet in erster Lesung den Vorentwurf eines Erlasses der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Organisation des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung „Service und Logistik im Gemeinschaftsunterrichtswesen“.

Die Regierung beschließt, den Vorentwurf eines Erlasses dem Sektorenausschuss XIX der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Verhandlung vorzulegen.

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung wird mit der Durchführung des vorliegenden Beschlusses beauftragt.

2. Erläuterungen:

Der Erlass der Regierung vom 6. Dezember 2012 zur Organisation des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung „Service und Logistik im Gemeinschaftsunterrichtswesen“ soll abgeändert werden, um einerseits die interne Organisation des Dienstes mit getrennter Geschäftsführung abzubilden und andererseits eine Reihe technischer Anpassungen vorzunehmen, um den Text mit den zwischenzeitlich stattgefundenen Entwicklungen abzustimmen (insb. Präzisierung des Auftrags und Zusammensetzung des Beirats).

Im Jahr 2022 hat das Beratungsunternehmen PwC Handlungsempfehlungen zur organisatorischen Entwicklung des Dienstes formuliert. Im weiteren Verlauf wurden das Organigramm angepasst und Führungsrollen definiert. Auch wenn die Begrifflichkeiten mitunter andere sind, entsprechen die Ebenen unterhalb der Geschäftsführung des Dienstes den Fachbereichen beziehungsweise Referaten im Ministerium.

Um der Regierung ausreichend Zeit zu geben, in einem Folgeschritt die Vollmachten an den Geschäftsführer, die Betriebsleiter und die Dienstleiter auszuüben, soll der Abänderungserlass am 1. Januar 2025 in Kraft treten.

3. Finanzielle Auswirkungen:

Es entstehen keine Kosten für die Deutschsprachige Gemeinschaft



Mitteilung vom 04.06.2024

Résultats de l'adjudication de certificats de Trésorerie du 04 juin 2024

L'Agence fédérale de la Dette communique qu'elle a accepté les offres à l'adjudication de certificats de Trésorerie de ce jour pour un montant total de EUR 1.000 milliard.

ISIN Code : BE0312798706 - 09/01/2025
Montant accepté (EUR milliards) : 1.000
Rend. moyen pondéré: 3.513%
Bid-to-cover ratio : 2.63

Pour plus de détails, voir les pages Refinitiv BELG/TC ou Bloomberg BEDA - TC Auctions - Results.

Un nouveau règlement EU restreint les siloxanes, ces substances chimiques dangereuses

L'UE a adopté un nouveau règlement qui prendra effet le 06 juin 2024 sur l'utilisation des siloxanes D4, D5, D6. Dû à leurs nombreuses propriétés utiles, ces substances chimiques sont largement employées notamment dans des produits cosmétiques. Cependant, elles ont des effets néfastes sur la santé et l'environnement. A titre d'exemple, le D4 a été classé comme une substance très toxique pour la vie aquatique et est susceptible d'impacter la fertilité humaine.

Bons d'État - émission du 4 juin 2024 - Montant final

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette - Souscription aux Bons d'État:

Le montant total des souscriptions effectuées s'élève à 482 495 800 EUR.

Ce montant est réparti comme suit :
- Bon d'État à 1 an - ISIN BE3871296260 : 472 372 500 EUR
- Bon d'État à 8 ans - ISIN BE3871297276 : 10 123 300 EUR

Lors de cette campagne, 11587 souscriptions ont été effectuées via les Grands-Livres pour un montant total de 239 978 900 EUR, représentant 49,7% du montant total émis.

Mitteilung vom 31.05.2024

Conseil des ministres du 31 mai 2024

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 31 mai 2024 sous la présidence du Premier ministre Alexander De Croo.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Justice : marché public pour des services de gardiennage

Sur proposition du ministre de la Justice Paul Van Tigchelt, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour la fourniture de services de gardiennage.

Marché public relatif au système « Message broker »

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation d'un marché public pour la gestion et la maintenance du système « Message broker » et ses modules correspondants.

Prolongation du moratoire sur la création de nouvelles pharmacies

Sur proposition du ministre de la Santé publique Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal prolongeant le moratoire sur la création de nouvelles pharmacies.

Fonds Ukraine : Ukraine Facility

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem et de la secrétaire d'État au Budget Alexia Bertrand, le Conseil des ministres a marqué son accord sur le transfert de 128.208.435,57 euros du Fonds Ukraine à l'Union européenne pour couvrir les dépenses de la facilité pour l'Ukraine.

Nouvelle répartition de la marge budgétaire dans le cadre de la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne

Sur proposition de la ministre de l'Intérieur Annelies Verlinden et de la ministre des Affaires étrangères Hadja Lahbib, le Conseil des ministres a marqué son accord sur une révision de la redistribution des marges identifiées dans le budget de la Police fédérale entre les différents services publics fédéraux et/ou cabinets ministériels.

Ajustement des modalités de paiement pour la contribution belge à l'IDA20

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem et de la ministre de la Coopération

au développement Caroline Gennez, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant les modalités de paiement de la vingtième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA20).

Ukraine : contribution belge assistance macro-financière+

Sur proposition du ministre des Finances Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a marqué son accord sur l'utilisation de 24 millions d'euros du Fonds Ukraine pour payer la tranche de la contribution belge dans le cadre de l'instrument de soutien à l'Ukraine pour 2023.

Marchés publics pour la Défense

Sur proposition de la ministre de la Défense Ludvine Dedonder, le Conseil des ministres a marqué son accord sur respectivement la passation d'un marché public et l'attribution d'un autre marché public pour la Défense.

Le SECAL fête ses 20 ans d'existence

Le 1er juin 2024, le SECAL, service des créances alimentaires du SPF Finances, fêtera ses 20 ans d'existence. A l'occasion de cet anniversaire, le SPF Finances veut donner une meilleure visibilité et connaissance du SECAL aux citoyens concernés. C'est pourquoi une campagne de communication a débuté ce 27 mai sur les réseaux sociaux, pour s'achever en septembre 2024.

Mitteilung vom 29.05.2024

Message du CFDD à l'attention du prochain gouvernement fédéral

Le prochain gouvernement fédéral devra impérativement renforcer son attention pour le développement durable. C'est l'invitation pressante que lui adresse le Conseil fédéral du développement durable qui rassemble la diversité des acteurs de la société civile.

Jeux de hasard : sans pub et pas avant 21 ans

Des messages d'avertissement beaucoup plus visibles, variés et percutants sur les publicités pour les loteries, paris sportifs et autres jeux d'argent, et un âge minimum de 21 ans pour y participer. Comme prévu par la législation actuelle sur les jeux de hasard[1], le Conseil Supérieur de la Santé a établi ses recommandations concernant notamment la forme et le contenu des publicités encore admises.

Mais pour le Conseil, la mesure la plus efficace pour lutter contre les risques de dépendance reste d'interdire, purement et simplement, toute forme de réclame.

Résultats de l'enquête publique sur la contribution fédérale au Plan national énergie-climat (PNEC)

Les résultats de l'enquête publique sur le Plan fédéral énergie-climat (PFEC), qui s'est déroulée ce printemps, ont été publiés. L'enquête a permis aux citoyens de s'exprimer pendant un mois sur les politiques énergétiques et climatiques actuelles et futures.



Belgische Nationalbank

Wirtschaftstätigkeit in Belgien im ersten Quartal 2024 um 0,3 % gestiegen

Belgiens BIP wuchs im ersten Quartal 2024 um 0,3 %. Die Wertschöpfung stieg um 0,1 % in der Industrie und um 0,4 % im Dienstleistungssektor. Im Baugewerbe sank die Wertschöpfung hingegen um 0,2 %. ... [weiter lesen](#)

Neues Business Echo der BNB

Das Wirtschaftswachstum dürfte kurzfristig stabil bleiben, während sich das Beschäftigungswachstum erholen dürfte. Die Inflation wird weiter zurückgehen. ... [weiter lesen](#)



Vlaamse Regering

Ministerraad van 31 mei 2024

- Addendum 3 bij overeenkomst met vzw Flagey: verlenging voor 2024
- Stad Brugge: wijziging subsidiebesluit bouwproject BRUSK, nieuwe museumsite BRON en renovatie Groeningemuseum
- Cyberveilige gemeenten: evaluatie en bijsturing project 'Cyberveilige Cloudinfrastructuur voor lokale besturen'
- Uitvoering sectoraal akkoord 2020-2022: herverdeling provisioneel krediet
- Verbond Linkerscheldeover: aanpak gebouwen en vervanging 'neutrale begeleider'
- eCalcura: 'opvragen van naam en voornaam personeel' invoegen in regelgeving Vlaamse sociale bescherming en woonzorg
- Wijziging procedure vergunning interlandelijke adoptiedienst
- Financiering centra voor herstelverblijf: wijzigingsbesluit
- Vertrouwenscentra kindermishandeling: wijzigingsbesluit
- Organisatie pleegzorg en toelagen gezinsbeleid: wijzigingsbesluit
- Wijziging subsidie- en erkenningsbesluit opdrachthouders Consulenterwerking: aanpassing subsidiebedrag, terugvordering subsidies en controle door Zorginspectie
- Aanpassing personeelsplan (PEP) Agentschap Opgroeien: 5 VTE interne evaluerend artsen voor de zorgtoeslag
- Bestemmingsregels subsidies door Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden (VIPA)
- Eenmalige onkostenvergoeding voor studenten 'bachelor in de verpleegkunde' met een studieomvang van 240 studiepunten
- Aanstelling waarnemend administrateur-generaal Agentschap Opgroeien (Regie)
- Elektronische monitoring minderjarigen
- Erkenningsregeling en opdracht van deskundige toegankelijkheid
- Recurrente personeelsuitbreiding vanaf 2025 bij het Agentschap Overheidspersoneel in kader van implementatie en uitvoering 5-sporenbeleid
- Opvolging en optimalisatie realisatiegraad capaciteitsmiddelen scholen
- Fokkerijbesluit van honden en katten: voorwaarden om stambomen af te leveren
- Hogeschool Gent en de Arteveldehogeschool: erkenning 'Bachelor in de medische technologie'
- Voorontwerp van decreet organisatie interactief afstandsonderwijs in deeltijds kunstonderwijs
- Investeringssubsidie Stichting Vosberg voor transformatie voormalig Passionistenklooster in Wezembeek-Oppeem
- Rechten en plichten actoren Integraal Waterbeleid bij toepassing Gaswet
- Vlaams reglement voor erkenningen met betrekking tot het leefmilieu (VLAREL): optimalisaties erkenningen
- Optimalisering werkprocessen Vlaams Centrum Elektronisch Toezicht en justitiehuisen: ontwerp wijzigingsdecreet
- Vergoedingen Raad voor betwistingen van studievoortgangsbeslissingen: wijzigingsbesluit
- Subsidies uitvoering project Weerbaar Water+Land+Schap binnen Vlaams Klimaatadaptatieplan – Blue Deal
- Modernisering milieueffectrapportage: uitvoeringsbesluit decreet met algemene bepalingen rond milieubeleid

- Personeelsuitbreiding Vlaams Energie- en Klimaatagentschap (VEKA) in kader van implementatie van nieuwe Emissions Trading System (ETS) 2, het nieuwe ETS Scheepvaart en de herziening van het bestaande ETS Vaste installaties
- Toewijzing van diercategorieën bij de vaststelling van de PAS-referentie 2030
- Definitieve aanduiding 139 watergevoelige openruimtegebieden: principieel besluit
- Omgevingshandhaving
- Implementatie kaderdecreet Vlaamse Handhaving: onroerend erfgoed en varend erfgoed
- Opstart geïntegreerd planningsproces gewestelijk ruimtelijk uitvoeringsplan 'Landschappelijke inpassing A8' in Halle
- Strategisch Plan 'Ruimte voor water Dendervallei' en eerste Uitvoeringsprogramma 2024-2026
- Regeling overheidsbrede invordering niet-fiscale schuldvorderingen door Vlaamse Belastingdienst
- Verkoopprocedure in beslag genomen voertuigen Vlaamse Belastingdienst (VLABEL)
- Opwekken van hernieuwbare energie op vrije stroken langs autosnelwegen: wijzigingsbesluit
- Wettelijk kader proefprojecten milieuvriendelijk uitzonderlijk vervoer
- Opleidings- en ervaringsvereisten bepaalde personeelsleden Agentschap voor Maritieme Dienstverlening en Kust (MDK): wijzigingsbesluit
- Subsidie Mediawijs project 'Nieuws in de klas': addendum overeenkomst 2022-2025 imec vzw
- Procedure aanstelling ontwerpteam voor studieopdracht 'Bouw Horizon Onderzoekscluster' Instituut voor Landbouw-, Visserij- en Voedingsonderzoek (ILVO)
- Principiële goedkeuring Brownfieldconvenant 260. Klerken – De Melkerie
- Erkenning socialetewerkstellingsondernemingen: uitvoeringsbesluit
- Raad van bestuur Gigarant nv: voordracht bestuurders
- Informatieverplichting dienstencheque-ondernemingen ten aanzien van nieuwe gebruikers: wijzigingsbesluit
- Steuntoekenning binnen EFRO-oproepen Beleidsdoelstellingen 'Slim Vlaanderen' en 'Duurzaam Vlaanderen'
- Pilotoproep faciliteren industriële transitie naar low-carbon-processen in Vlaamse basisindustrie

Mededelingen

- Vlaamse toeleidingscommissie Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap (VAPH): vervanging leden
- Adviezen groenboek: "de toekomst van het Vlaamse clusterbeleid"
- Beoordelingscommissie bovenlokale cultuurprojecten 2025
- Organisatie, verloop en resultaten van het kwaliteitstoezicht ter plaatse op beroepskwalificerende trajecten: rapport werkjaar 2023
- Ad-hocwaarborgen Gigarant
- Voortgang van het geïntegreerd planningsproces GRUP Herstructurering Insteekhaven Lummen (ENA) in Lummen en Heusden-Zolder
- Principiële ondersteuning Europees kampioenschap Paardensport 2027

Ministerraad via elektronische procedure van 29 mei 2024

- Proefproject herkeuringen voertuigen door erkende keurders bij erkende herstellende en herstellingen door erkende keuringsinstellingen



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 30.05.2024

Adoption des 12 premières Conventions carbone

Le Gouvernement de Wallonie a approuvé les Conventions carbone des 12 premières communautés industrielles qui se sont portées candidates. La volonté est d'accompagner les entreprises vers la neutralité carbone en 2050, et de contribuer collectivement et de manière significative à l'atteinte des objectifs climatiques wallons, sans pour autant brider la croissance individuelle des entreprises.

Il s'agit d'assurer la continuité avec les accords historiques de branche de 1ère et 2ème génération.

Une Wallonie très engagée dans le financement climatique international

Le Gouvernement wallon a approuvé le programme de financement climatique international pour cette année 2024.

Depuis la COP15 en 2009, les pays développés s'étaient, en effet, engagés à mobiliser de manière conjointe 100 milliards de dollars chaque année

pour venir en aide aux pays en développement dans leurs efforts d'atténuation de l'impact du dérèglement climatique et d'adaptation à ses conséquences.

Le financement climatique international est vital pour aider les pays en développement qui sont souvent les plus touchés par les effets du changement climatique, tels que les phénomènes météorologiques extrêmes, la montée du niveau de la mer et la perte de biodiversité. Cela peut inclure des projets tels que la construction de digues pour se protéger contre les inondations, la mise en place de systèmes d'irrigation plus efficaces pour faire face à la sécheresse ou la promotion de sources d'énergie renouvelable pour réduire les émissions de gaz à effet de serre.

La contribution wallonne sera cette année de 12,796 millions d'euros, de manière à poursuivre des relations durables avec ses partenaires existants.

Plan de relance - La Wallonie lance deux appels à projets contre le vapotage et pour lutter contre l'obésité

La promotion de la santé et la prévention jouent un rôle crucial dans la construction d'une société en meilleure santé et dans la réduction des coûts associés aux soins de santé.

Sous l'impulsion de la Vice-Présidente et Ministre de la Santé, Christie Morreale, le budget alloué par la Wallonie à la promotion de la santé et à la prévention a doublé, passant de 13 millions d'euros en 2020 à un budget de près de 30 millions d'euros en 2024.

Désignation des nouveaux membres de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles

Le Gouvernement de Wallonie vient de désigner, à la suite d'un appel à candidatures, 63 membres de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles (section « Monuments et Ensembles architecturaux », section « Sites », section « Archéologie » et membres spécialistes). Un second appel va être lancé pour pourvoir aux 7 postes restant vacants. Ce renouvellement intervient dans le cadre de la réforme du Code du Patrimoine, qui entre en vigueur ce 1er juin et a permis de revoir la structure et le fonctionnement de la Commission, ainsi que le mode de désignation de ses membres.

La Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles est un organe consultatif, qui est intégré au CESE (Conseil économique, social et environnemental) et a pour mission d'adresser au Gouvernement des recommandations en matière de protection et de développement du patrimoine, ainsi que de remettre des avis dans le cadre de procédures patrimoniales et urbanistiques.

Augmenter la création de logements d'intérêt public via le Partenariat Public-Privé/Valorisation foncière et acquisition - 4ème sélection: 202 nouveaux logements dont 12 logements de transit

Sur proposition du ministre du Logement, le Gouvernement wallon approuve la sélection et le subventionnement d'une quatrième série d'opérations en vue de créer des logements d'utilité publique via le "Partenariat public - privé".

Ce ne sont pas moins de 202 nouveaux logements pour un budget de plus de 44 millions d'euros.

Cette décision intervient dans le cadre de la mise en œuvre d'un projet du Plan Wallon de Relance pourvu d'une enveloppe budgétaire régionale de 250 millions d'euros, et qui vise à acquérir au minimum 950 logements d'utilité publique locatifs de tous types et à créer 1.500 logements d'utilité publique abordables acquisitifs et locatifs.

Concrètement, ce plan se décline en deux objectifs opérationnels

Europa und regionale Zusammenarbeit



Belgische EU Ratspräsidentschaft

Das Bürgerpanel für KI legt seinen Bericht vor

Ziehen Sie per Losverfahren 60 Bürgerinnen und Bürger aus allen Teilen Belgiens. Geben Sie ihnen ein spannendes Thema, das sie diskutieren sollen. Fügen Sie einige Akteure aus der Praxis hinzu. Würzen Sie mit Experten für Beteiligung. Und lassen Sie alles drei Wochenenden lang im Konferenzzentrum des Egmont-Palastes köcheln. Das Ergebnis: eine vielfältige und ambitionierte Bürgermeinung zur Zukunft der Künstlichen Intelligenz (KI) in der Europäischen Union.

Dieses Rezept nutzt der belgische Vorsitz im Rat der Europäischen Union seit Februar 2024, um Bürgerinnen und Bürger in diesem strategischen Bereich einzubeziehen und die KI-Debatte zu bereichern, die seit ein paar Monaten aufgrund der Ausarbeitung und Verabschiedung des KI-Gesetzes durch das Europäische Parlament besonders lebhaft geführt wird.

Und das Konzept ging auf, denn die 60 Bürgerinnen und Bürger machten sich mit Begeisterung an die Arbeit und ließen sich von einem komplexen Thema wie KI nicht einschüchtern. Mit kollektiver Intelligenz tauchten sie in das Thema ein und hörten sich Meinungen von Vertretern aus dem akademischen Bereich, der Regierung, der Zivilgesellschaft und dem Privatsektor an. Sie tauschten ihre Erfahrungen und ihr Wissen aus. Für einige war KI eher Neuland, andere nutzten sie bereits. Sie profitierten von dieser Vielfalt, um eine Bürgermeinung abzugeben, die die verschiedenen Standpunkte der belgischen Bevölkerung widerspiegelt.

Das Ergebnis

Zum Abschluss der drei Wochenenden verabschiedeten die Bürgerinnen und Bürger fast einstimmig einen präzisen und ehrgeizigen Bericht mit neun Schlüsselbotschaften. Diese verdeutlichen, dass für KI eine verantwortungsvolle, ehrgeizige und nutzbringende Strategie verfolgt werden muss, die den Interessen aller dient und niemanden außen vorlässt.

Die Bürgerprioritäten im Überblick

1. Arbeit: Menschen helfen, ohne sie zu ersetzen
2. Lernen, mit KI zu leben: Investitionen in heutige und zukünftige Generationen

3. Wirtschaftssystem und Machtbeziehungen: ein neuer Ansatz?
4. Wissenschaftliche Forschung und Innovation: einzigartige Möglichkeiten
5. Umwelt: Lösungen und ökologischer Fußabdruck
6. Deepfake und unzuverlässige Informationen: gefährlich für Mensch und Demokratie
7. Position der Europäischen Union in der Welt: mutig in europäische Werte investieren, sie schützen und fördern
8. Globale Abkommen: die Europäische Union muss die Initiative ergreifen
9. „Human-in-the-Loop“ und persönlicher Kontakt: zwei Grundvoraussetzungen für die künftige KI-Entwicklung

„Partizipative Demokratie - Erfahrungen sammeln, Lehren ziehen und über den weiteren Weg nachdenken“ - Vertreter der EU-Staaten tauschen über Bürgerdialog aus

Eupen, 31. Mai 2024 - Unter dem Motto „Erfahrungen sammeln, Lehren ziehen und über den weiteren Weg nachdenken“ trafen sich Vertreter der Staaten der Europäische Union im Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft, um über Bürgerbeteiligung zu diskutieren. Die Podiumsdiskussion in Eupen befasste sich mit verschiedenen Methoden des Bürgerdialogs und beleuchtete dabei Aspekte wie Inklusion der Teilnehmenden und Methoden zur Nachverfolgung von Empfehlungen. Die informelle Zusammenkunft wurde im Rahmen des Belgischen EU-Ratsvorsitzes organisiert. Am Tag zuvor hatte die Delegation das Brüsseler Parlament besucht, um sich über das dort angewandte Modell der partizipativen Demokratie zu informieren.

In einer kürzlich durchgeführten Eurobarometer-Umfrage sprachen sich rund zwei Drittel der Befragten für eine stärkere Einbindung der Bürger in den politischen Entscheidungsprozess auf nationaler (68 %) und europäischer (66 %) Ebene aus. Die Bürger wollen stärker in die Gestaltung unseres demokratischen Gefüges einbezogen werden.

Der Erfahrungsschatz in der EU und in den Mitgliedstaaten ist besonders reichhaltig. Die Konferenz über die Zukunft Europas war dafür ein innovatives Beispiel. Seit dem Abschluss der Konferenz am 9. Mai 2022 hat die Europäische Kommission fünf thematische Panels organisiert, zuletzt zur Bekämpfung von Hassreden und zur Energieeffizienz. Die Kommission bietet weitere Teilnahme über ihre partizipative Website - das „[Have Your Say Portal](#)“.

Mehrere Mitgliedstaaten haben ihrerseits Erfahrungen mit partizipativen Prozessen gemacht.

Gerade Belgien und dabei auch Brüssel und Ostbelgien gelten als Vorreiter bei der Beteiligung der

Bürger. In beiden Regionen haben sich im Laufe der Jahre Bürgerbeteiligungsprozesse entwickelt und institutionalisiert. Im Jahr 2019 hat die Deutschsprachige Gemeinschaft Belgiens einen ständigen Bürgerdialog ins Leben gerufen. Das Brüsseler Parlament hat seinerseits gemischte parlamentarische Ausschüsse eingerichtet, die sich sowohl aus Parlamentsmitgliedern als auch aus Bürgern zusammensetzen.

Die Arbeitsgruppe des Europäischen Rates Allgemeinen Angelegenheiten, die sich mit Fragen der Demokratie befasst, profitierte bei ihrem informellen Besuch in beiden Regionen davon, die Erfahrungen mit demokratischen Innovationen näher zu beleuchten. Dies soll den Mitgliedstaaten nicht nur dabei helfen, eine Bestandsaufnahme zu machen und über bewährte Verfahren auszutauschen, sondern auch einen Blick auf die künftige Stellung der partizipativen Demokratie in der EU zu werfen.



Europäische Kommission

Aufbau- und Resilienzfazilität (RRF- Recovery and Resilience Facility) der EU

Die Kommission hat am 3.06.2024 die Leitlinien für die Umsetzung aktualisiert.

Die neuen Leitlinien sollen den Verwaltungsaufwand reduzieren. Es ist für Mitgliedstaaten nun auch einfacher bereits vorgelegte und von der Kommission genehmigte Meilensteine oder Ziele zu ändern, wenn eine einfachere oder effizientere Umsetzungslösung eingesetzt werden kann, um die Zielvorgaben zu erreichen. (Forderung des Rates) Zudem sollen die neuen Leitlinien dazu beitragen Synergien zwischen dem RRF und anderen EU-Fonds fördern - eine Doppelfinanzierung soll weiterhin vermieden werden. (Forderung des EP)

Die neuen Leitlinien sind über diesen [Link](#) abrufbar.

Belgisches Staatsblatt



N. 113 vom 29. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
25. MÄRZ 2024 — **Dekret zur Billigung des Zusammenarbeitsabkommens vom 22. Dezember 2023 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit COBRHA+, S. [65760](#).**

N. 115 vom 30. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
16. Mai 2024 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Erwachsenenbildung, S. [68763](#).**

N. 116 vom 31. Mai 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
11. April 2024 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrats des Zentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung, S. [69101](#).**

N. 117 vom 03. Juni 2024 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
2. Mai 2024 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des beratenden Fachgremiums für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben, S. [69893](#).**

Deutsche Übersetzungen

N. 115 vom 30. Mai 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Finanzen
13. September 2022 - **Königlicher Erlass zur Abänderung der Artikel 225, 228 und 229 und zur Einfügung eines Artikels 228/1 in den KE/EstGB 92 - Deutsche Übersetzung, S. [68209](#).**

Föderaler Öffentlicher Dienst Mobilität und Transportwesen
12. Januar 2023 - **Königlicher Erlass über die Kontrollen der Sicherheitsvorschriften im Teilssektor Schienenverkehr - Deutsche Übersetzung, S. [68220](#).**

Föderaler Öffentlicher Dienst Mobilität und Transportwesen
26. Februar 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen - Deutsche Übersetzung, S. [68224](#).**

Föderaler Öffentlicher Dienst Mobilität und Transportwesen
12. März 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1975 zur Festlegung der allgemeinen Ordnung über den Straßenverkehr und die Benutzung der öffentlichen Straße - Deutsche Übersetzung, S. [68225](#).**

Föderaler Öffentlicher Dienst Mobilität und Transportwesen
30. August 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 2001 über die Zulassung von Fahrzeugen - Deutsche Übersetzung, S. [68236](#).**

Föderaler Öffentlicher Dienst Mobilität und Transportwesen
9. NOVEMBRE 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 23. März 1998 über den Führerschein - Deutsche Übersetzung, S. [68237](#).**

Föderaler Öffentlicher Dienst Mobilität und Transportwesen
16. April 2023 - **Königlicher Erlass über den Führerschein für Kleintransporter mit Wasserstoff- oder Elektromotor - Deutsche Übersetzung, S. [68238](#).**

Föderaler Öffentlicher Dienst Mobilität und Transportwesen
19. April 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 15. März 1968 zur Festlegung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kraftfahrzeuge, ihre Anhänger, ihre Bestandteile und ihr Sicherheitszubehör sowie des Königlichen Erlasses vom 10. Oktober 1974 zur Einführung der allgemeinen Regelung über die technischen Anforderungen an Kleinkrafträder und Motorräder sowie an ihre Anhänger - Deutsche Übersetzung, S. [68239](#).**

Föderaler Öffentlicher Dienst Justiz
17. Oktober 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 13. Juli 2000 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Schießständen - Deutsche Übersetzung, S. [68471](#).**

N. 116 vom 31. Mai 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Volksgesundheit,
Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt
5. April 2011 - **Königlicher Erlass zur Festlegung der Anforderungen an Holzpellets für nichtindustrielle Heizgeräte** - Deutsche Übersetzung, S. [68922](#).

Föderalagentur für die Sicherheit
der Nahrungsmittelkette
26. Januar 2023 - **Königlicher Erlass über die Bekämpfung der Rindertuberkulose** - Deutsche Übersetzung, S. [69022](#).

N. 117 vom 03. Juni 2024

Föderaler Öffentlicher Dienst Justiz
11. Oktober 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 20. September 1991 zur Ausführung des Waffengesetzes** - Deutsche Übersetzung, S. [69750](#).

65760

BELGISCH STAATSBLAD — 29.05.2024 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202142]

25. MÄRZ 2024 — Dekret zur Billigung des **Zusammenarbeitsabkommens vom 22. Dezember 2023 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission, der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaftskommission über die Verarbeitung von Daten im Zusammenhang mit COBRHA+ (1)**

Fußnote

- (1) Sitzungsperiode 2023-2024
Nummerierte Dokumente:
333 (2023-2024) Nr. 1 Dekretentwurf
333 (2023-2024) Nr. 2 Vom Plenum des Parlaments verabschiedeter Text
Ausführlicher Bericht: 25. März 2024 - Nr. 71 Diskussion und Abstimmung

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202868]

16. MAI 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Erwachsenenbildung

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 1, abgeändert durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 54 Absatz 1, ersetzt durch das Gesetz vom 18. Juli 1990;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, Artikel 3 § 1 Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 17. Dezember 2009 zur Schaffung eines Rates für Erwachsenenbildung, Artikel 2 § 1 Absatz 2;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Erwachsenenbildung;

Aufgrund des Vorschlags der Lupe VoG vom 29. Februar 2024;

Aufgrund des Vorschlags der Miteinander Teilen VoG vom 11. März 2024;

Aufgrund des Vorschlags der Frauenliga VoG vom 20. März 2024;

Auf Vorschlag des für Erwachsenenbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Rates für Erwachsenenbildung, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 6. April 2023, 8. Juni 2023, 15. Februar 2024 und 29. Februar 2024 wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 4 Buchstabe *a*) wird die Wortfolge "Frau Anne-Marie Braun" durch die Wortfolge "Frau Nicole Baltus" ersetzt.

2. In Nummer 4 Buchstabe *b*) wird die Wortfolge "Frau Josiane Pelzer" durch die Wortfolge "Frau Anne-Marie Braun" ersetzt.

3. In Nummer 8 Buchstabe *a*) wird die Wortfolge "Herr Eric Habets" durch die Wortfolge "Frau Stephanie Kubeil" ersetzt.

4. In Nummer 8 Buchstabe *b*) wird die Wortfolge "Frau Stephanie Kubeil" durch die Wortfolge "Herr Eric Habets" ersetzt.

5. In Nummer 9 Buchstabe *a*) wird die Wortfolge "Frau Claire Guffens" durch die Wortfolge "Frau Nadima Keutgen" ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Eine Abschrift des vorliegenden Erlasses wird dem Rat für Erwachsenenbildung, der Lupe VoG, der Miteinander Teilen VoG und der Frauenliga VoG übermittelt.

Art. 4 - Der für Erwachsenenbildung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 16. Mai 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,

Minister für lokale Behörden und Finanzen

O. PAASCH

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung

L. KLINKENBERG

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202815]

11. APRIL 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrats des Zentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 22. Mai 2023 zur Schaffung eines Zentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung, Artikel 9 Absatz 1 Nummer 1;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrats des Zentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung;

Aufgrund des Vorschlags der FGTB Verviers-Ostbelgien vom 26. Oktober 2023;

Auf Vorschlag des für die Kinderbetreuung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 §1 Nummer 1 Buchstabe *b*) des Erlasses der Regierung vom 22. Juni 2023 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrats des Zentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Kinderbetreuung wird die Wortfolge « Herr Danny Laschet » durch die Wortfolge « Frau Laurie Van Isacker » ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 3 - Der für die Kinderbetreuung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 11. April 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Bildung, Forschung und Erziehung
L. KLINKENBERG

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[2024/202740]

2. MAI 2024 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des beratenden Fachgremiums für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben

DIE REGIERUNG DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT,

Aufgrund des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens, Artikel 28 Absatz 1;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des beratenden Fachgremiums für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben;

Auf Vorschlag des Ministers für Soziales;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Überschrift des Erlasses der Regierung vom 21. Februar 2017 zur Bestellung der Mitglieder des beratenden Fachgremiums für die Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben wird wie folgt ersetzt:

„Erlass der Regierung zur Bestellung der Mitglieder des beratenden Fachgremiums für den Bereich selbstbestimmtes Leben“

Art. 2 - Artikel 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1. Im einleitenden Satz wird die Wortfolge „zur Schaffung einer Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für selbstbestimmtes Leben“ durch die Wortfolge „über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens“ ersetzt.

2. In Nummer 1, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 3. März 2022 und 7. April 2022, wird das Wort „Verwaltungsrates“ durch das Wort „Verwaltungsausschusses“ ersetzt.

3. In Nummer 2 Buchstabe *a*), ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 26. Februar 2019, wird die Wortfolge „und Frau Catherine Lejoly-Pothen“ gestrichen.

4. In Nummer 3 wird die Wortfolge „Herr Norbert Schommers“ durch die Wortfolge „Frau Cynthia Michels“ ersetzt.

5. In Nummer 4 wird die Wortfolge „Herr Dirk Schleihs“ durch die Wortfolge „Frau Corina Senster“ ersetzt.

6. In Nummer 6 wird die Wortfolge „Frau Elisabeth Heck“ durch die Buchstaben „N.N.“ ersetzt.

7. In Nummer 7, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 31. August 2017, wird die Wortfolge „Frau Andrée Schröder-Kirch“ durch die Wortfolge „Frau Catherine Lejoly-Pothen“ ersetzt.

8. In Nummer 8, abgeändert durch die Erlasse der Regierung vom 31. August 2017 und 3. März 2022, werden die Buchstaben „N.N.“ durch die Wortfolge „Frau Petra Plumacher“ ersetzt.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Art. 4 - Der für Soziales zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Eupen, den 2. Mai 2024

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden und Finanzen
O. PAASCH

Der Vize-Ministerpräsident,
Minister für Gesundheit und Soziales, Raumordnung und Wohnungswesen
A. ANTONIADIS

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

pdg.be

Abgeordnetenkommer

www.lachambre.be

Senat

www.senate.be

Parlement Wallonie

www.parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

www.vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

www.pfwb.be

Parlement Bruxellois (PRB)

Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

<http://www.parlement.brussels>

Parlement francophone Bruxellois

www.parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

www.raadvqc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

www.ostbelgienlive.be

Föderalregierung

news.belgium.be

Belgische Nationalbank

www.nbb.be

Vlaamse Regering

beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

www.wallonie.be

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europa

www.europarl.europa.eu/relnatparl/en/home/news/secure.ipex.eu/IPEXL-WEB
commission.europa.eu/index_de

Europäischer Ausschuss der Regionen

cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Regionen und Gemeinden Europas

www.coe.int/en/web/congress/home

Großregion

www.grossregion.net
cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

euregio-mr.info/de

Benelux-Parlament

www.beneluxparl.eu/fr

CALRE

www.calrenet.eu

BELGISCHES STAATSBLATT

www.ejustice.just.fgov.be